

Économie de l'élevage



Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE

DOSSIER ANNUEL

**BOVINS
VIANDE**

Année 2016
Perspectives 2017
n° 475
18 €

Conjonction de crises en 2016.
Incertitudes géopolitiques en 2017.

GROS BOVINS
Des réformes laitières et allaitantes abondantes

BROUTARDS Des cours moroses
malgré des exportations record

VEAUX DE BOUCHERIE
Nouvelle hausse de la production

RESULTATS DES EXPLOITATIONS
Un marché morose pour viande et broulard
et une campagne céréalière difficile



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Les Dossiers Économie de l'Élevage traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes ; de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage ; de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Institut de l'Élevage : BUCZINSKI Baptiste, CHAUMET Jean-Marc, CHOTTEAU Philippe, DANIEL Margaux, FUCHEY Hélène, GROSHENS Eva, MILET Germain, MONNIOT Caroline, PINEAU Christèle, RUBIN Benoit, YOU Gérard.

CONTRIBUTEURS :

CHARROIN Thierry, DIMON Philippe, ECHEVARRIA Laurence, KENTZEL Marion, MISCHLER Pierre, SARZEAUD Patrick, TRESCH Philippe ainsi que PAROIS Aurélie (CRAB) et GALISSON Bertrand (CA 49).

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif. Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. « La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 5 :

AIME Michel (CA 33), AMIOTTE Clarisse (CA 23), AYMARD Laurent (CA 24), BARJOU Marie-Line (CA 87), BARRÉ Raymond (CA 29), BALME Jean Louis (CA 48), BAUP Jean-Claude (CA 32), BAYARD Nathalie (CA 88), BECHET Emmanuel (CA 44), BENOITEAU Gaël (CA 44), BISSON Pascal (CA 79), BLACHON Aurélie (CA 31), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BONIN Catherine (ALYSE – CA 89), BONNET Henri (CA 11), BOUCHAGE Céline (CA 38), BOUCHARD Yann (CA 15), BOUET Jacques-Martial (CA 85), de BOURAYNE Louis-Marie (CA 18), BOURGE Christian (CA 58), BOUZONIE Elodie (CA 24), BOYER Florian (CA 54), CANDAU Dominique (CA 88), CARTOUX Patrick (CA 61), CHEVALIER Jean-Pierre (CA 26), CROCHET Sonia (CA 47), DELARUE Estelle (CA 15), DELTOR Thierry (CA 64), DESNE Faustine (ALYSE 10), DEUX Nicolas (CA 03), DEVILLE Arnaud (CA 55), DOAL Vincent (CA 21), DORENLOR Jean-Claude (CA 50),

ELLUIN Gwendoline (CA 72), FALENTIN Etienne (CA 02), GALISSON Bertrand (CA 49), GEHIN Perrine (CA 14), GILLIER Christophe (CA 01), GONZALEZ Beñat (CA 64), GUY Frédéric (CA 35), GUIBERT Romain (CA 53), GUILLAUME Alain (CA 56), HALTER Philippe (CA 43), LACROIX Perrine (CA 05), LAFAYE Daniel (CA 03), LAFFAY Régis (CA 27), LAHEMADE Thierry (CA 71), LAHITTE Didier (CA 40), LAMOTHE Paul (CA 59-62), LAGOUTTE Natacha (CA 23), LAPORTE Olivier (CA 48), LECREUX Pascal (CA 36), LEMAIRE Karine (CA 60), MARCEAU Frédérique (CA 58), MARTIN Joël (CA 08), MARTIN Pascale (CA 65), MATHIEU Guillaume (CA 19), MAUGUE Bruno (CA 63), MIS Jean-Bernard (CA 81), MOURICHOU Laurie (CA 16), MURAT Claudine (CA 12), MURON Guy (CA 42), OFFREDO Thierry (CA 22), PAGES Lucien (CRALR), PLATEL Daniel (CA 80), SAINCTAVIT Marion (CA 82), SAGET Gilles (CA 52), SALGUEIRO Audrey (CA 86), VALANCE Sophie (CA 85), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VINCENT Claude (CA 36), VOILQUE Gwendoline (CA ALSACE), WACHET Céline (CA 57).

Conception de la maquette : Béta-Pictoris [beta.pictoris@free.fr]

Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Corinne Maigret - Marie-Catherine Leclerc

Crédits photos : ©Bastien Didier/Institut de l'Élevage - ©Magdélène Chantepedrix Idele - ©CRA Pays de la Loire et Institut de l'Élevage -

©Credit Photo Marion Benoit/Institut de l'Élevage - ©Credit Photo Fotolia Laurent Davaine - ©Erenkalinbacak Fotolia - ©Farré JP/Institut de l'Élevage -

©F.JOLY_Cniel - ©Leclerc Marie-Catherine/Institut de l'Élevage - ©Gérard PAILLARD_Inra - ©Christian Slagmulder_Inra9120-0113 - ©Ter'Élevage -

©Toillon Sylvie_Inra - ©Credit Photo Jean Weber_Inra - ©Credit Photo Willmetts Fotolia - ©Droits réservés Institut de l'Élevage

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens - N° ISSN 1273-8638 - N° IE 0017501005

Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

Conjonction de crises en 2016. Incertitudes géopolitiques en 2017.

La crise laitière a plombé le marché des femelles tout au long de 2016 : les réformes laitières ont été au plus haut depuis 5 ans tandis que la consommation restait morose. Les prix des jeunes bovins laitiers ont subi la même dégradation que ceux des réformes tandis que ceux des races à viande continuaient à être sous pression.

Le climat a refait des siennes, au point où il devient difficile de se référer à une « année normale ». Cela se traduit en stocks fourragers souvent médiocres, parfois insuffisants, et à des achats d'aliments supplémentaires. En outre, les polyculteurs-éleveurs ont pâti à la fois de rendements en grains médiocres et de prix au plus bas. Ce sont d'ailleurs eux qui subissent les plus fortes chutes de revenus, les précipitant dans le rouge.

Les revenus des naisseurs sont eux-aussi en baisse de moitié par rapport à 2015. Numériquement, la campagne d'exportation de broutards est en hausse comme prévu... mais avec des prix en nette baisse, surtout pour les mâles les plus lourds. Les fournitures à la Turquie sont circonscrites à la seule zone indemne de FCO. Heureusement les demandes italiennes, espagnoles, et même algériennes et libanaises restent actives.

Les vœux pour 2017 sont évidemment ceux d'un retour à un marché plus équilibré, dans le sillage de l'amélioration des marchés des produits laitiers. Cependant, on anticipe une augmentation de la production française, notamment en réformes allaitantes. Au niveau européen, on s'attend également à des abattages en forte hausse en Irlande et aux Pays-Bas. La demande reste très incertaine : en France d'abord, où les débats sociétaux, apparus plus tardivement que dans le Nord de l'Europe, sont aujourd'hui très prégnants ; mais la tendance de la consommation en Allemagne, très dynamique, redonne de l'optimisme. Celle en Europe du Sud dépendra de l'amélioration de la situation économique. Le débat sur le Brexit va provoquer une réorientation des flux d'exports irlandais, vers le Continent et les pays tiers. Des marchés s'ouvrent au Proche-Orient, avec des espoirs pour du bétail vif notamment vers Israël. À moyen terme, d'autres devraient s'ouvrir sur l'Asie du Sud-Est pour la viande et les abats.

Plus que jamais, il y a DES marchés pour la viande bovine et le maigre. Le rétablissement des prix est une nécessité pour redresser les comptes des exploitations, qui n'ont d'autres choix que de définir des stratégies pour résister à de multiples aléas et raisonner les marchés visés. Les incertitudes pour 2017 sont aussi et surtout géopolitiques : Brexit, changement de présidence aux Etats-Unis et stratégies commerciales (avenir du TAFTA...), position de l'Union Européenne... Le commerce redevient une arme politique, bien loin du «soft power»...

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2016

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Cheptel, production, consommation, prix, importations et exportations

14/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Cheptel, production, consommation, prix, importations et exportations

20/ LE MARCHÉ DES BROUTARDS EN FRANCE

Exportations, prix, les marchés aux portes de l'UE

24/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Exploitations spécialisées
 - naisseurs extensifs
 - naisseurs intensifs
 - naisseurs engraisseurs de jeunes bovins intensifs
 - naisseurs engraisseurs de veaux de lait sous la mère
- Exploitations diversifiées
 - grandes cultures et naisseurs-engrailleurs de jeunes bovins
 - grandes cultures et engrailleurs de jeunes bovins

34/ LE MARCHÉ DES VEAUX DE BOUCHERIE

- Cheptel, production, consommation, prix, importations
- Les revenus des ateliers en Bretagne et Pays de la Loire

40/ LES PRÉVISIONS 2017

Production, consommation, importations, exportations pour la France et l'Union européenne

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2016

JANVIER

HAUSSE DU STOCK DE BOVINS FRANÇAIS AU 1^{ER} JANVIER : 0,8% OU +148 000 TÊTES PAR RAPPORT À 2015

FÉVRIER

MARS

OUVERTURE DES NOUVEAUX CONTINGENTS ALGÉRIENS À DROITS NULS POUR LES BOVINS MAIGRES (50% DE MÂLES, 50% DE FEMELLES)

Répercussion de la crise laitière

L'afflux de réformes laitières continue d'encombrer le marché de la viande finie.

Le marché des vaches allaitantes en subit les conséquences, avec des reports sur pied avant abattage pouvant aller jusqu'à 5 semaines.



Marché du brouillard toujours p...
par les conséquences de la

Le clivage entre zone indemne et zone infectée i...
significativement les prix.

Rat taupier (ou campagnol)

La pullulation des campagnols a rendu toute récolte quasi-impossible dans certains secteurs (Cantal, Puy-de-Dôme, Limousin).

Le rendement des prairies chute et les éleveurs achètent du fourrage pour nourrir les animaux.



AVRIL

LES RÉFORMES LAITIÈRES S'ACCÉLÈRENT EN IRLANDE, après de nombreux mois de rétention.

ITALIE, FUSION UNIPEG - INALCA.

MAI

LES PAYS-BAS DEVIENNENT LE PREMIER PRODUCTEUR DE VEAU EN EUROPE EN DÉPASSANT LA FRANCE.

JUIN

LA TURQUIE CENTRALISE SES ACHATS DE BROUARDIS EN EUROPE DE L'EST.

Mise à l'herbe retardée au printemps en raison de la pluie et du froid



Inondations dans l'Est, le Centre, et la Manche

Les éleveurs ont dû rentrer les animaux et puiser dans les stocks du printemps.



Récoltes de fourrages retardées et de qualité médiocre

Le foin est en quantité mais sa qualité médiocre rend nécessaire une complémentation à l'auge pour les rations à base de foin.



perturbé
FCO

impacte

1 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2016

JUILLET

LA LIVRE STERLING DÉGRINGOLE SUITE AU VOTE BRITANNIQUE EN FAVEUR DU BREXIT

AOÛT

SIGNATURE DE LA DÉMARCHÉ CŒUR DE GAMME POUR REVALORISER LES RACES À VIANDE.

SEPTEMBRE

L'ANNONCE DU PLAN EUROPÉEN D'AIDE À LA RÉDUCTION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE FAIT CRAINDRE UNE ACCÉLÉRATION DES RÉFORMES SUR LE MARCHÉ.

LE RETARD DE PAIEMENTS DES AIDES PAC

Sécheresse, estivale marquée

dans l'Est, le Sud-Ouest et le bassin allaitant (Charolais, Cantal) les éleveurs ont dû affourager en complément en puisant de nouveau dans leurs stocks.

Sécheresse automnale dans l'Ouest

Pluie trop tardive ou absente pour permettre la repousse de l'herbe.



Marché des JB laitiers saturé

Malgré les faibles disponibilités, le marché des JB laitier s'engorge. Les sorties prennent du retard, les poids augmentent de 10 kg en septembre. Les cours des jeunes bovins laitiers s'effondrent. La cotation du JB O tombe 15% sous son niveau de 2015 fin septembre.



Des récoltes de maïs médiocres

Le rendement et la qualité du maïs ensilage sont très hétérogènes (de 6 à 15 tonnes de MS/ha).

Année noire
en grandes
cultures.
Rendements
et prix,
le compte
n'y est pas !

OCTOBRE

LES EXPORTATIONS DE CARCASSES VERS LA GRÈCE REDÉMARRENT. LE PRIX DE LA VIANDE EXPORTÉE EST TOUTEFOIS EN FORTE BAISSÉ.

NOVEMBRE

DÉCEMBRE

MISE EN PLACE EN FRANCE D'UN PLAN D'AIDE À L'ALLÈGEMENT DU MARCHÉ SUR LES JB LÉGERS (JANVIER ET FÉVRIER 2017)

MET À MAL LES TRÉSORERIES DÉJÀ EXSANGUES.

Un certificat sanitaire pour l'Égypte

La France et l'Égypte se sont mises d'accord sur un certificat sanitaire pour l'exportation de bovins finis. Toutefois, la livre égyptienne s'étant effondrée début novembre, aucun bovin n'est parti sur la fin de 2016.



Hiver 2017

Inquiétude quant à la durée d'hivernage en raison de la qualité médiocre des fourrages et des faibles quantités disponibles. Les performances des troupeaux risquent d'être affectées.



Ouverture du marché turc aux broutards irlandais :

Les premiers envois ont eu lieu en septembre et s'intensifient sur la fin de l'année. Cette ouverture de marché permet d'alléger globalement le marché européen et en particulier d'amplifier le recul de la concurrence irlandaise sur le marché italien des bovins maigres.

2

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Des réformes laitières et allaitantes abondantes

Poursuite de la décapitalisation laitière, inflexion dans la dynamique de capitalisation allaitante... Le marché français des gros bovins s'est trouvé une nouvelle fois sous la pression d'une offre croissante de femelles abattues, que la demande nationale a eu bien du mal à absorber. Malgré des importations réduites, les prix des vaches se sont dépréciés et ont entraîné dans leur chute ceux des jeunes bovins. Les exportations de viande ont progressé vers l'Allemagne, marché toujours tonique. Elles ont redémarré vers la Grèce, mais avec des prix nettement revus à la baisse.



CHEPTEL 2016

VACHES ALLAITANTES

Au 1^{er} décembre 2016, le cheptel de vaches allaitantes affichait une progression de + 0,7% sur un an, soit +30 000 têtes.

4,15 millions

C'est le nombre de vaches allaitantes au 1^{er} décembre 2016.

Evolution entre décembre 2015 et décembre 2016

- Forte Hausse (>+2%)
- Faible hausse (+0,5% à +2%)
- Stable(-0,5% à +0,5%)
- Faible baisse(-2% à -0,5%)
- Forte baisse(<-2%)

Vaches allaitantes présentes au 1^{er} décembre 2016, en têtes

- 200 000
- 100 000
- 50 000

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après données SPIE- Normabev. Cartographie Cartes & Données - © Articque

La recapitalisation allaitante se poursuit

Le cheptel français de vaches allaitantes reste en hausse pour la 3^{ème} année consécutive. Si les raisons qui avaient incité à retenir les femelles allaitantes (disponibilités fourragères, attente des modalités de calcul des aides aux bovins allaitants) ne sont plus d'actualité, la tendance semble se poursuivre. Malgré l'ouverture des primes ABA hors références historiques, l'augmentation du cheptel national ne repose pas tant sur l'entrée de nouveaux producteurs que sur l'augmentation des troupeaux déjà présents.

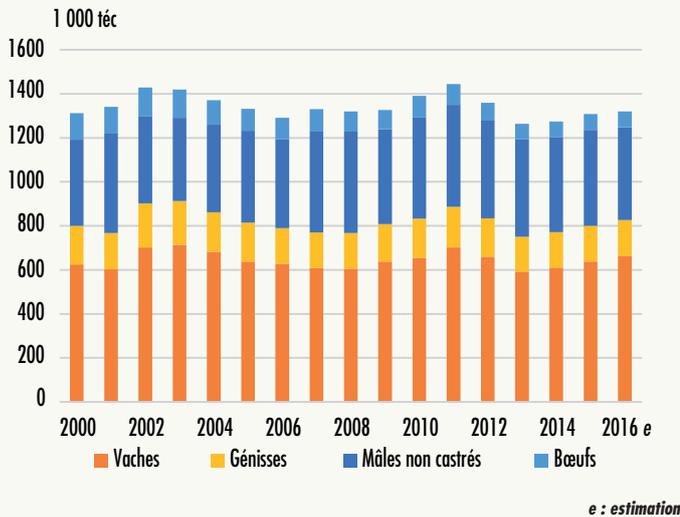
Vers une stabilisation du cheptel en 2017 ?

La croissance du cheptel semble ralentir : tandis qu'elle atteignait +1,4% entre décembre 2014 et 2015, la hausse n'était plus que de +0,7 % entre 2015 et 2016 . Certaines zones affichent désormais un cheptel stable, en particulier en Bourgogne, d'autres un début de décroissance notamment dans le Sud-Ouest. Toutefois, l'essentiel des départements français connaît toujours une dynamique positive, notamment en Auvergne, dans le Nord et dans l'Est de la France .

PRODUCTION 2016

GROS BOVINS FINIS

La production française de gros bovins finis a enregistré une petite hausse malgré l'afflux des réformes en 2016.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

+1%

C'est la hausse de la production française de gros bovins finis (abattages corrigés du commerce extérieur en vif fini) entre 2015 et 2016.

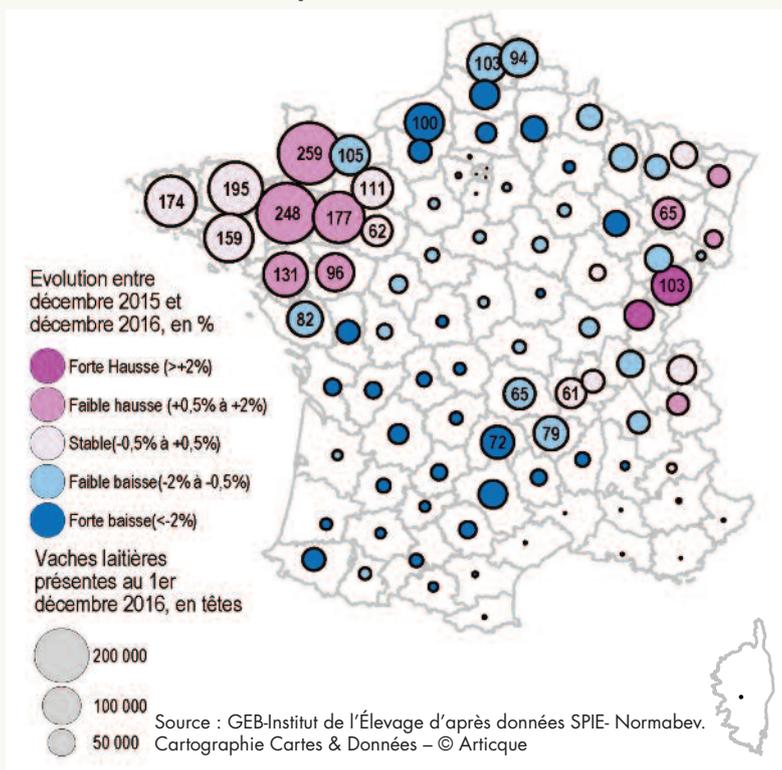
En 2016, la production française de gros bovins finis a encore gagné 11 000 téc par rapport à 2015. La baisse de production de jeunes bovins a presque compensé la hausse des réformes.

Les réformes laitières ont été de nouveau plus nombreuses. Après 3 ans de rétention, les réformes allaitantes ont également fait leur retour. La hausse tendancielle des poids des femelles de type viande s'est poursuivie. Au final, la production française de femelles finies a progressé de 3% à 827 000 téc.

En revanche, la production de mâles non castrés a été réduite de 4% en têtes et de 3% en tonnages, à 421 000 téc. La baisse des sorties de JB laitiers a été particulièrement forte (-10%/2015), témoignant du désintérêt des éleveurs pour cette production. Moins de bœufs ont été produits en 2016 (-1%), mais avec là aussi un poids moyen croissant qui a permis de stabiliser les volumes produits à 73 000 téc.

VACHES LAITIÈRES

La baisse du cheptel laitier s'est poursuivie en 2016, mais à un rythme ralenti. En décembre le cheptel est 0,7% en deçà de son niveau de l'année précédente.



3,68 millions

C'est le nombre de vaches laitières au 1^{er} décembre 2016.

Recul du cheptel laitier

Le recul du cheptel laitier s'est poursuivi en 2016 dans un contexte de crise laitière. Cette mauvaise conjoncture a incité les éleveurs à réformer davantage, et ce d'autant plus que de nombreuses génisses de renouvellement sont entrées en production au cours de l'année (+50 000 têtes /2015). En décembre 2016 le nombre de vaches laitières ne comptait plus que 10 000 têtes de plus qu'en 2012.

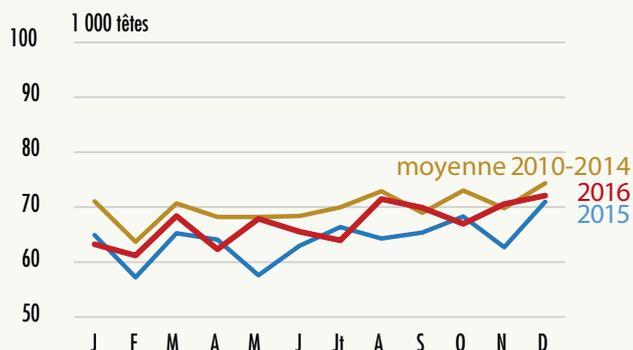
Des évolutions contrastées

Les évolutions régionales sont plus contrastées qu'en 2015, quand la baisse affectait l'ensemble des départements. Le Massif-Central, le Sud-Ouest et les Hauts de France connaissent toujours un recul marqué du cheptel et de la production. En revanche, le Grand-Ouest, la Basse-Normandie et le Massif du Jura enregistrent des hausses d'effectifs.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

PRODUCTION 2016

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES ALLAITANTES

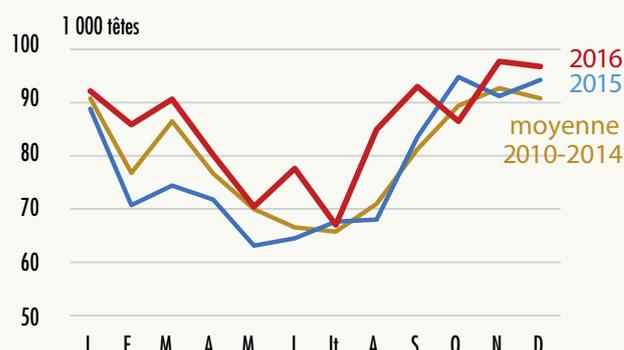


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les abattages de vaches allaitantes, restés à l'étiage jusqu'à fin 2015, ont décollé début 2016. Toutefois ils restent sous la moyenne 2010-2014.

La croissance du cheptel, les nombreuses entrées de génisses dans le troupeau, ainsi que le ralentissement de la capitalisation se sont traduits par une hausse des abattages de vaches allaitantes en 2016. Les stocks fourragers de médiocre qualité récoltés en 2016 ont également obligé certains éleveurs à accélérer les sorties. À 803 000 têtes, les abattages de vaches de type viande ont dépassé de 4% ceux de 2015.

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES LAITIÈRES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les abattages de vaches laitières ont poursuivi leur hausse en 2016 (+3% /2015), après déjà une forte augmentation en 2015 (+7% /2014). Ils ont atteint le niveau le plus haut depuis ces 5 dernières années.

Poussées par la conjoncture laitière dégradée, les réformes ont été nombreuses tout au long de l'année. Les abattages de vaches ont été d'autant plus dynamiques que les nombreuses génisses prêtes à entrer en production suite à la capitalisation passée ont permis aux éleveurs de renouveler et de rajeunir leur troupeau.

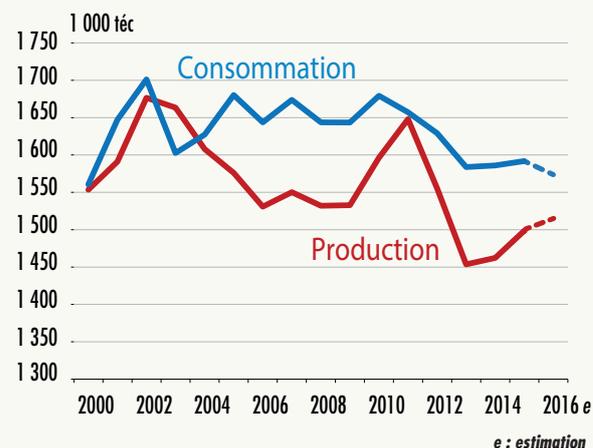
CONSOMMATION 2016

La consommation française de viande bovine calculée par bilan est estimée en baisse de 1% en 2016, en dépit d'une nouvelle hausse de la production.

La consommation française se recentre toujours plus sur la viande de femelles. Le rebond des exportations vers l'Allemagne et la Grèce a en effet permis de commercialiser des volumes supplémentaires de viande de taurillons hors de France.

Par ailleurs, la hausse de la production française de femelles laitières a permis de satisfaire la demande croissante en viande hachée. Finalement, l'érosion de la demande française et la hausse des disponibilités en viande de femelles ont réduit les besoins en viande importée.

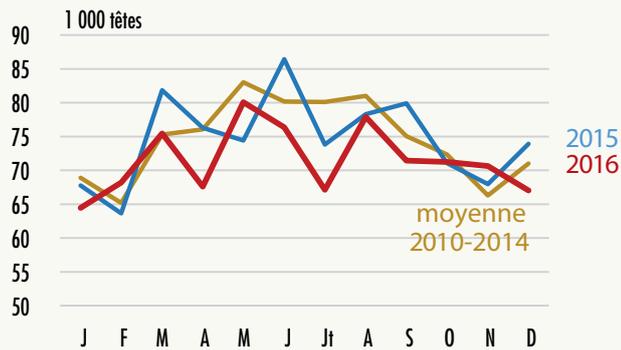
PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE (VEAU INCLUS)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

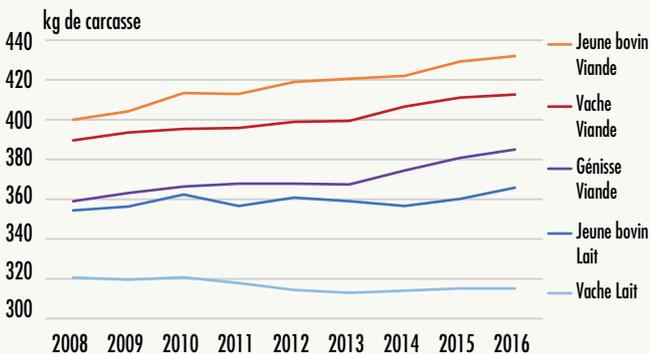


ABATTAGES MENSUELS DE TAURILLONS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Normabev

POIDS MOYENS DES CARCASSES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Normabev

Le nombre de taurillons abattus en France a diminué de 4% en 2016. La hausse des poids de carcasse a permis d'atténuer le repli de la production.

La chute des mises en place de JB laitiers depuis l'été 2014 s'est traduite par une forte baisse des sorties en 2016 (-10% /2015). La baisse des cours de ces animaux et le besoin de faire de la place dans les bâtiments pour les génisses laitières ont en effet poussé certains éleveurs laitiers avec atelier de JB à lever le pied sur l'engraissement.

La baisse des abattages de JB de type viande a été beaucoup plus modérée (-2% /2015).

La hausse du poids moyen a compensé une partie de la baisse des effectifs abattus. À 366 kg de carcasse, le poids du JB laitier a augmenté de 2%. Le JB de type viande a gagné en moyenne 3 kg (à 432 kg) soit +1% /2015.

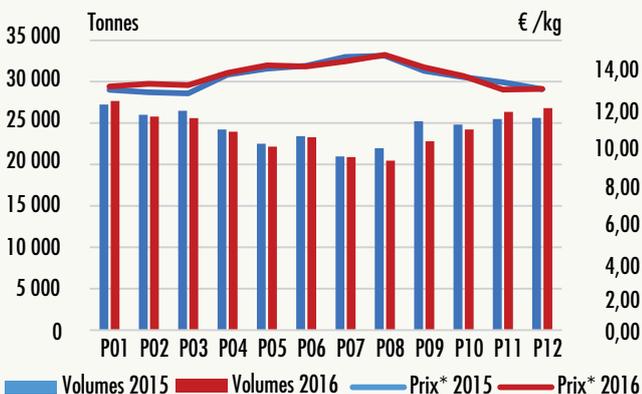
Abattages de bœufs et de génisses

Le nombre de bœufs abattus a reculé de 1% en 2016. Les abattages de bœufs laitiers, qui représentent les deux tiers des effectifs produits, sont en nette diminution (-3% /2015) alors que les abattages de bœufs croisés et de race viande sont stables d'une année sur l'autre. Le poids moyen des bœufs laitiers a progressé de 1,0% et celui des bœufs de type croisé ou viande de 1,5%.

Le nombre de génisses abattues est resté stable.

Le nombre de génisses abattues en 2016 a égalé le niveau de 2015. Le poids moyen des génisses de race à viande, qui comptent pour 96% de la production nationale de génisses, a progressé de 1,1 kg, à 385 kg.

ACHATS DE VIANDE FRAÎCHE DE GROS BOVINS PAR LES MÉNAGES



*Attention : il s'agit du prix moyen des viandes achetées. L'évolution tient compte de la descente en gamme des achats en 2016 (plus de haché et moins de pièce).

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar/Interbev

La consommation de viande bovine s'érode toujours. En cumul sur l'année, les achats de viande de gros bovins par les ménages mesurés par Kantar sont en repli de 1,7%.

Cette évolution structurelle se traduit par un recul en volume des achats de bœuf frais (-1,4%) et surgelé (-2,9%) comme en valeur (-1%). La substitution des viandes piécées (-2,8%) se poursuit en faveur des achats de haché (+0,6%) répondant mieux aux modes de consommation actuels.

La légère reprise de consommation de fin d'année (+3%) en période P12 est à relativiser. En 2015 à pareille époque le rapport de l'OMS sur les viandes rouges avait ému l'opinion et impacté la consommation de bœuf (-7,3%). Attention, il manque la «P13» pour avoir un panorama complet des achats des ménages en 2016.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

-5%

C'est la baisse du PMP (prix moyen pondéré) des gros bovins entre 2015 et 2016.

PRIX 2016

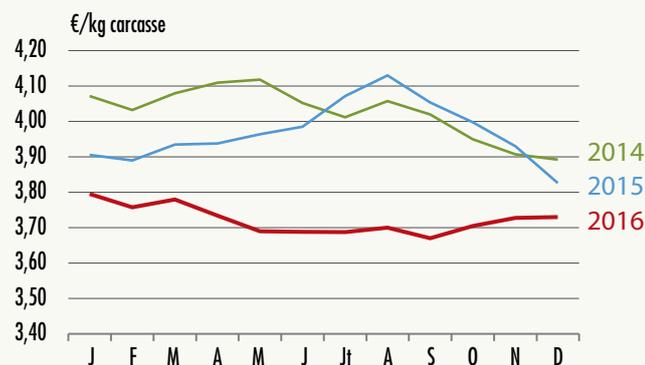
Toujours sous la pression d'un déséquilibre offre/demande, le prix moyen des gros bovins a chuté pour la troisième année consécutive, et plus durement qu'en 2015.

En France, la hausse de la production de gros bovins a fait face à un nouveau recul de la demande. Le marché européen, où l'offre était également en hausse significative en raison de la crise laitière, n'a permis d'équilibrer les volumes qu'au prix d'une baisse significative des cotations.

Les cours des vaches laitières, vaches allaitantes et jeunes bovins laitiers ont pâti de l'afflux de vaches (laitières puis allaitantes). Ceux des jeunes bovins de race à viande subissent la concurrence toujours croissante de la viande polonaise sur le marché italien.

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES R

La cotation de la vache R n'a pas connu l'habituelle hausse saisonnière. À 3,72 €/kg de carcasse en moyenne sur 2016, elle accuse un fort recul par rapport aux années précédentes (-6% /2015 ; -8% /2014).



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Le retour des vaches allaitantes dans les abattages et l'érosion de la demande française en viande piécée ont maintenu une forte pression sur le cours de la vache R tout au long de l'année.

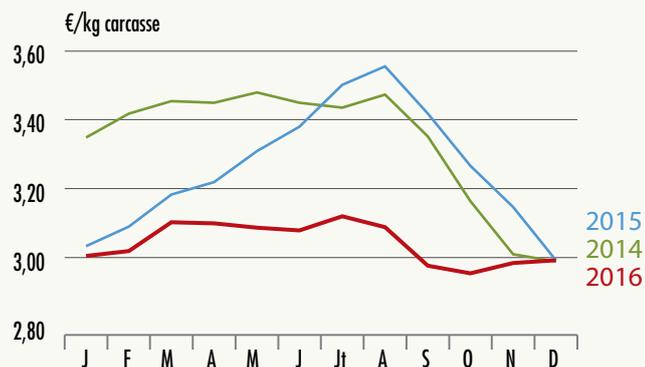
Les vaches allaitantes sont restées en outre fortement concurrencées par les vaches laitières.

La cotation nationale de la vache R a chuté jusqu'au mois de septembre, puis elle a regagné quelques centimes sur les derniers mois de l'année.

Celle de la vache U a suivi la même tendance, avec une remontée toutefois plus prononcée sur le second semestre. À 4,43 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année, le recul atteint -4% /2015.

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES O

Toujours sous la pression de l'offre pléthorique en vaches laitières, la cotation moyenne annuelle de la vache O française a plafonné à 3,04 €/kg de carcasse en 2016 (-6% /2015).



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les réformes laitières sont restées dynamiques en 2016, en France comme en Europe. Les cours s'en sont ressentis.

Le premier semestre n'a pas enregistré la traditionnelle hausse saisonnière des cotations des vaches laitières. En revanche, la baisse de la fin d'été a eu lieu, faisant plonger les cours sous les 3,00 €/kg à partir de septembre.

La situation a été plus critique encore pour la vache P, à 2,66 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année (-8% /2015), les réformes laitières peu conformées ayant été particulièrement nombreuses sur le marché.

PRIX MOYENS ANNUELS DES GROS BOVINS (EN €/KG DE CARCASSE)

		2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2016/ 2015	2016/ 2006
JB	U	2,49	3,05	3,06	2,96	3,18	3,48	3,21	3,42	3,42	3,40	3,69	4,02	4,05	3,96	3,93	3,83	-3%	+10%
	R	2,33	2,75	2,73	2,74	3,04	3,27	2,96	3,18	3,14	3,14	3,46	3,85	3,89	3,78	3,75	3,64	-3%	+11%
	O	2,13	2,33	2,38	2,51	2,75	2,84	2,72	2,84	2,73	2,73	3,08	3,44	3,54	3,25	3,30	3,07	-7%	+8%
VACHES	R	2,74	2,51	2,73	2,99	3,21	3,36	3,21	3,29	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	4,03	3,97	3,72	-6%	+11%
	O	2,00	2,11	2,21	2,47	2,69	2,77	2,74	2,79	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	3,34	3,25	3,04	-6%	+10%
	P	1,75	1,87	1,94	2,23	2,45	2,54	2,51	2,53	2,29	2,37	2,64	3,19	3,33	2,97	2,90	2,66	-8%	+4%
BŒUFS	R	2,90	2,62	2,72	3,03	3,20	3,32	3,14	3,21	3,16	3,15	3,35	3,84	4,21	3,92	3,87	3,60	-7%	+9%
GENISSES	R	3,03	2,63	2,86	3,16	3,36	3,50	3,39	3,41	3,24	3,27	3,45	3,98	4,46	4,16	4,08	3,88	-5%	+11%
PMP*		2,45	2,47	2,58	2,78	3,00	3,14	3,03	3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	3,71	3,65	3,46	-5%	+10%
Inflation**		79,6	81,2	82,9	84,9	86,5	88,1	89,51	92,34	92,44	94,04	96,2	98,33	99,31	99,91	100	100,3	+0,3%	+14%

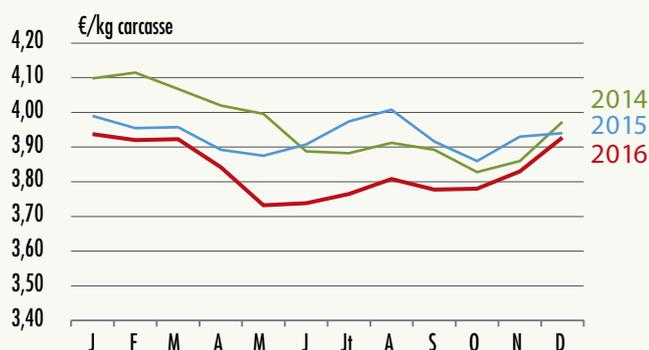
* Prix moyen pondéré des gros bovins

**Indice des prix à la consommation harmonisé, base 100 en 2015

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS U

La pression s'est encore accentuée pour les JB de race à viande. En moyenne sur l'année, la cotation du JB U est tombée à 3,83 €/kg de carcasse (-3% /2015).



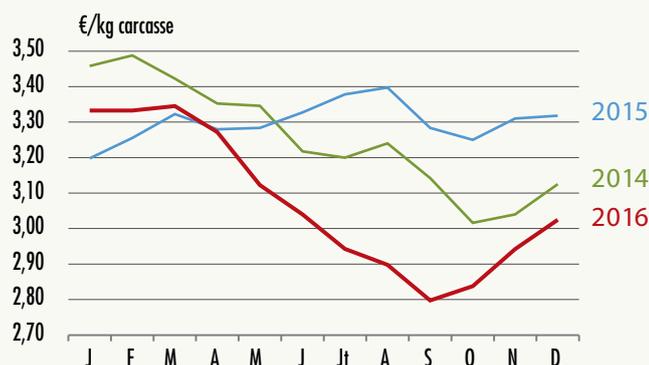
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les marchés d'Europe du Sud restent en difficulté et la concurrence polonaise a continué sa percée sur l'Italie. Les volumes exportés par la France n'ont pu se maintenir globalement qu'au prix de concessions tarifaires. Les prix des animaux finis ont donc été sous pression.

La baisse saisonnière des prix du JB de type viande a été plus marquée en 2016. La cotation du JB U est tombée à 3,73 €/kg de carcasse en mai. Elle s'est peu à peu redressée par la suite, grâce à la reprise des flux vers la Grèce et au dynamisme du marché allemand, mais est restée toute l'année sous le niveau des 2 années précédentes.

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS O

La cotation du JB O s'est effondrée en 2016. À 3,07 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année, elle a plongé 7% sous son niveau de 2015.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

L'abondance de vaches laitières sur le marché, tant en France qu'en Allemagne, a fait plonger les cours des jeunes bovins laitiers malgré le net recul de l'offre.

Malgré la chute de la production française de JB laitiers (-10% sur l'année), la cotation du JB O a perdu 55 centimes entre mars et septembre. La hausse saisonnière ne lui a permis de ne rattraper que 23 centimes sur les 3 derniers mois de l'année. Sur un marché déjà encombré par les vaches laitières, les besoins des abatteurs étaient en effet restreints pour ce type d'animaux.

Ces faibles prix n'encouragent pas les mises en place. Les sorties de JB laitiers devraient donc poursuivre leur baisse en 2017 et 2018.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

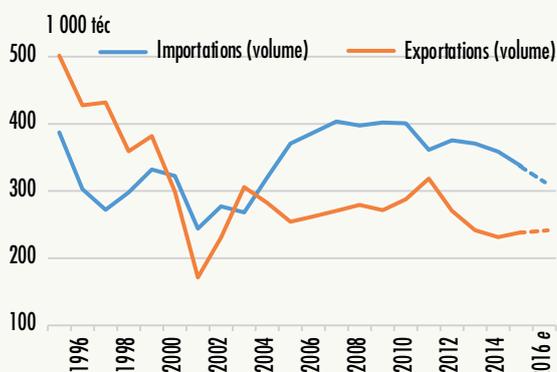
IMPORTATION ET EXPORTATION 2016

+5%

C'est la hausse estimée des exportations françaises de viandes bovines fraîches et congelées vers la Grèce en 2016.

La production de viande bovine européenne a augmenté de 2% en 2016. Les nombreuses réformes laitières et la croissance de la production polonaise de jeunes bovins ont en effet alourdi le marché. La France est toutefois parvenue à accroître ses exportations et à limiter ses importations de viandes bovines, mais au prix de cotations en forte baisse dans l'Hexagone. Les exportations sont ainsi estimées en baisse en valeur !

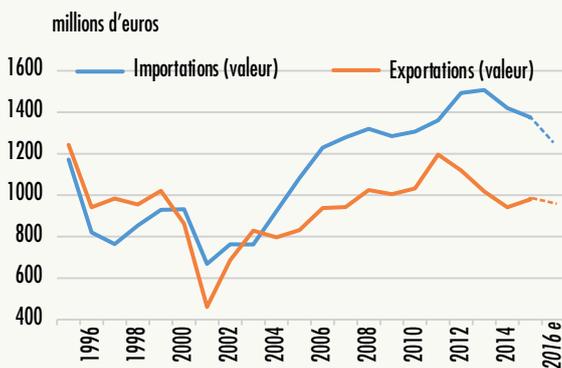
ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VOLUME)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

e : estimation

ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VALEUR)

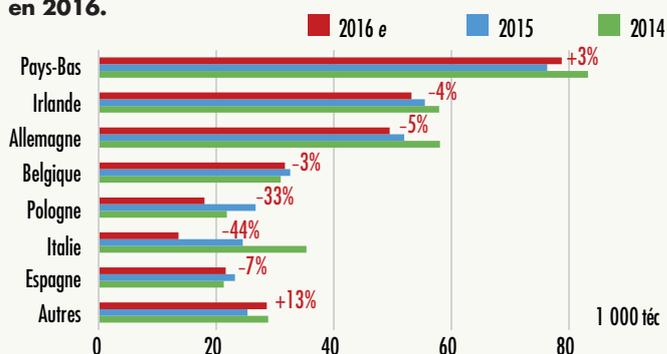


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

e : estimation

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

La renationalisation de l'approvisionnement des GMS et de certains créneaux de la restauration hors domicile, facilitée par les disponibilités nationales en femelles laitières et l'érosion de la consommation, ont limité les besoins en viande importée. Les importations de viandes bovines fraîches et congelées auraient ainsi reculé de 7% en 2016.



Viandes bovines fraîches et congelées, veau compris.

e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Baisse des importations

Malgré l'offre pléthorique de vaches de réforme en Europe suite à la conjoncture laitière dégradée, les importations françaises de viandes bovines fraîches et congelées ont reculé en 2016 (-7% /2015). Seuls les Pays-Bas (+3%) et les pays tiers (+13%) augmenteraient leurs expéditions tandis que les autres origines seraient en baisse : Irlande (-4%), Allemagne (-5%), et surtout Italie (-44%) et Pologne (-33%).

Afin d'écouler une partie de leur production excédentaire, les fournisseurs n'hésitent pas à baisser les prix. Ainsi, les Pays-Bas, forts de leur baisse de tarifs de viande fraîche (-14% /2015 à 4,50 €/kg de carcasse en moyenne), ont gagné des parts de marché dans l'Hexagone.

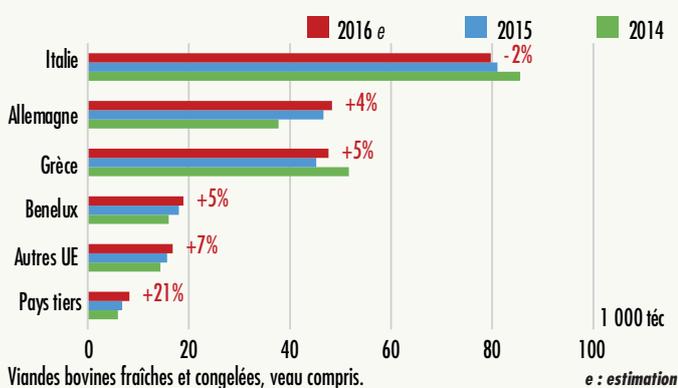
Retrait des exportations polonaises en France

Après 4 années d'accroissement de ses parts de marché sur le sol français (x4 entre 2011 et 2015), les livraisons polonaises en France ont chuté d'un tiers en 2016. Les flux polonais se recentrent vers les pays d'Europe du Sud, où la demande, affectée par la crise économique, se tourne vers les prix bas.



EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Dans un contexte de consommation de viande bovine restreinte et d'une production française en hausse, les exportations se sont intensifiées (+3%). Les envois ont été particulièrement dynamiques vers l'Allemagne et ont rebondi vers la Grèce, surtout en fin d'année.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Les exportations en hausse

Les exportations de viande fraîches et congelées ont augmenté en 2016 (+3%) malgré la baisse des envois vers l'Italie qui reste notre premier débouché.

Toutefois, cette hausse des volumes ne s'est pas faite sans concessions tarifaires. Le prix moyen des exportations françaises de viande bovine réfrigérée est tombé à 4,29 €/kgéc sur les 11 premiers mois, -2% /2015.

Marché italien saturé

Hausse de la production et demande morose ont freiné les importations italiennes de viande. La France accuse le coup (-2% d'exportations) et perd des parts de marché face à la Pologne, dont les marchandises *low-cost* se positionnent sur les rayons d'entrée de gamme.

De plus, la demande transalpine s'oriente vers des animaux et des quartiers de plus petits gabarits. La France se retrouve donc menacée par des fournisseurs non européens : Brésil, Argentine et les États-Unis.

Reprise des exportations vers la Grèce

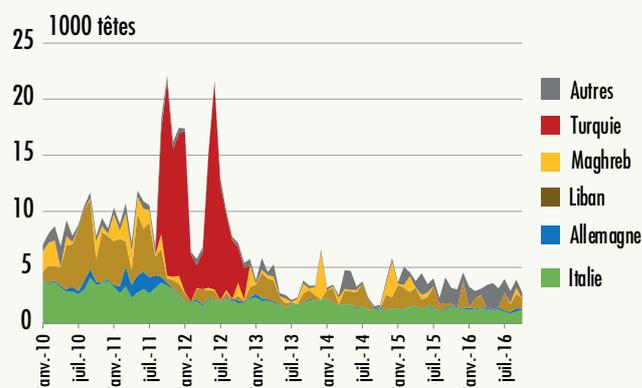
Après 6 ans de déclin, les envois vers la Grèce ont rebondi en 2016 (+5% /2015). Ce marché en pleine crise économique et convoité par de nombreux fournisseurs répond d'abord au signal prix. Ainsi, les tarifs des envois français ont été revus à la baisse (-1% à 3,67€/kg de carcasse).

L'Allemagne, un débouché porteur

La filière française profite en Allemagne à la fois du dynamisme de la consommation en viande bovine et de la diminution de la production nationale de JB. Les envois outre-Rhin ont augmenté de 4% d'un an sur l'autre avec des tarifs de viande fraîche en baisse de 2% à 4,2 €/kg de carcasse.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE TAURILLONS VIFS FINIS

Les exportations de taurillons vifs finis ont nettement reculé en 2016 malgré une hausse des envois vers la Libye.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Les exportations de JB finis en repli

Les exportations françaises de JB finis ont totalisé 42 000 têtes en 2016 (-10% /2015). La moitié a été expédiée vers d'autres États membres de l'UE et l'autre moitié vers les pays tiers du pourtour méditerranéen.

L'Italie freine les importations de JB finis

À 14 000 têtes, les exportations de jeunes bovins destinés à approvisionner l'Italie ont reculé de 12% /2015. Ce repli pour la 8^{ème} année consécutive s'explique notamment par l'évolution des circuits d'approvisionnement dans le Sud (principale région importatrice de vifs finis). Par ailleurs, en 2016, la hausse de production transalpine de JB mâles et femelles a réduit les besoins à l'import de bovins finis.

Situation contrastée sur les pays tiers

Après quelques années de hausse de la demande libanaise, les exportations françaises se sont nettement ralenties, tombant à 8 500 têtes en 2016 contre 14 000 têtes en 2015 soit -40% /2015.

À l'inverse les envois vers la Libye ont fortement augmenté (+53% /2015) à 8 500 têtes. Malgré l'instabilité politique et l'insécurité dans le pays depuis 2011, les exportations de JB ne cessent de progresser chaque année. D'autres concurrents européens, comme l'Espagne, ont également boosté leurs envois.



3

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Sous l'impact de la crise laitière

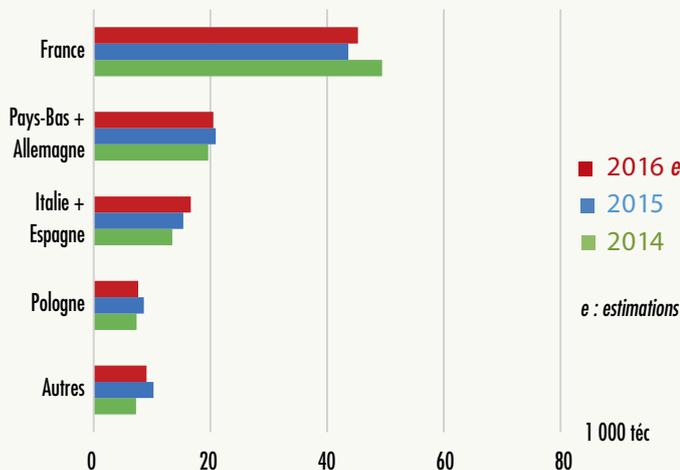
Les abondantes réformes laitières, conséquence de la longue et profonde crise laitière qui a touché tous les pays membres, ont fait plonger les prix des animaux finis. La dépréciation de la livre sterling et du zloty polonais a aggravé la situation des producteurs de la zone euro. La consommation dynamique des pays du Nord a permis d'absorber l'essentiel (80%) du supplément de production. Le reste (20%) a été exporté sur pays tiers. La demande reste atone en Europe du Sud où la viande polonaise continue sa percée sur le marché italien.



DONNÉES REPÈRES

- Consommation : 165 000 téc ou 15,1 kég/hab.
- Part des importations dans la consommation : 77%

IMPORTATIONS GRECQUES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

GRÈCE

Dans un contexte économique toujours déprimé, la concurrence entre fournisseurs européens reste vive en Grèce. La France regagne toutefois quelques parts de marché.

Une situation économique fragile

La crise des réfugiés venant s'ajouter aux politiques d'austérité, la situation économique en Grèce reste fragile. Le PIB est inférieur de 55% à son niveau de 2008, avant la mise en place des multiples plans d'austérité. Or, ce marché de proximité est essentiel pour les exportations françaises de viande de jeunes bovins, d'avants en particulier.

Les importations grecques de viandes bovines françaises rebondissent au second semestre

Les importations grecques de viande bovine sont restées globalement stables en 2016, à 99 000 téc. Après 8 années de baisse, la France, premier fournisseur a toutefois inversé la tendance en fin d'année. Elle aurait exporté 45 000 téc de viande fraîche en 2016, soit 4% de plus qu'en 2015 mais toujours 36% de moins qu'en 2010. Cette reprise d'activité s'est faite grâce à des concessions tarifaires. Le prix FOB de la viande réfrigérée exportée par la France vers la Grèce a chuté de 3% à 3,69 €/kg de carcasse en moyenne sur 2016, après une baisse de 2% en 2015.

Certains fournisseurs secondaires ont également vu leurs volumes progresser : c'est le cas des Pays-Bas (+4% /2015) et de l'Espagne (+20%). En revanche, la Pologne a réduit ses envois (-11%) au profit de l'Italie.

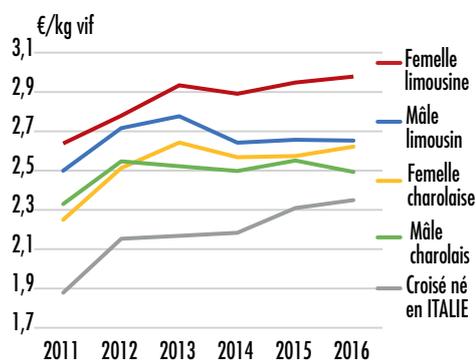
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ITALIE



DONNÉES REPÈRES

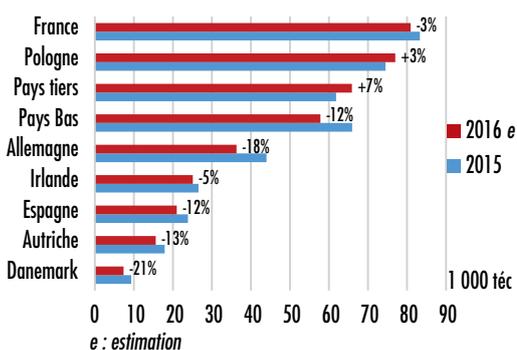
- **Consommation : 19,0 kgéc/hab.**
- **Part des importations dans la consommation : 44%**

PRIX DES JEUNES BOVINS À MODÈNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bourse de Modène

IMPORTATIONS ITALIENNES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après douanes italiennes et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ITALIEN EN VIANDE BOVINE

1 000 téc	2013	2014	2015	2016 e	2016/2015
Abattages*	842	792	772	794	+3%
Importations	448	464	454	435	-4%
Exportations	162	164	167	169	+1%
Consommation	1 128	1 092	1 059	1 060	=

* Suite au rebasement de l'échantillon pour la constitution des données d'abattages, les séries avant et après 2013 ne sont pas comparables, l'organisme de statistique italien n'ayant pour l'instant pas rétroposé la série.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ISMEA, Eurostat, Douanes et estimations

L'engraissement de femelles se développe en Italie pour répondre à la demande des distributeurs. Face à une production en légère hausse, les volumes importés se réduisent. La Pologne poursuit toutefois sa percée.

Production : toujours plus de JB femelles

La production italienne de viande bovine aurait progressé de 3% en 2016. Les abattages de génisses (21% des volumes) ont bondi de +11% après une hausse de +18% en 2015. Ceux de taurillons (45% des volumes) ont légèrement progressé (+1%). En revanche, les abattages de vaches (20% des volumes) se sont repliés (-1%) après une forte hausse en 2015.

Prix : les petits gabarits tirent leur épingle du jeu

La hiérarchie des prix continue de se modifier. Les femelles tirent leur épingle du jeu grâce à leur petit gabarit et à la garantie de tendreté qu'elles apportent. La femelle limousine constitue toujours le haut de gamme. Sa cotation à Modène a atteint 2,98 €/kg vif en moyenne annuelle (+1% /2015). Celle de la femelle charolaise, à 2,62 €/kg vif (+2% /2015), creuse l'écart avec le mâle charolais (-2% à 2,49 €). La cotation du mâle limousin, légèrement sous-estimée selon certains opérateurs, est restée stable à 2,65 €/kg.

Les JB nés en Italie sont quant à eux recherchés pour leur origine nationale et leurs carcasses légères. Le Croisé national cotait 2,35 €/kg vif sur l'année (+2% /2015) et le JB pie-noir 1,68 €/kg vif (+7%).

Consommation : stable par bilan mais en baisse d'après le Panel d'achats des ménages

Après des baisses de 3% chacune des deux années précédentes, la consommation italienne calculée par bilan se serait stabilisée en 2016. Le panel Nielsen donne toutefois un constat plus sombre. Les achats de viande bovine fraîche par les ménages auraient fortement chuté (-4% /2015 sur les 11 premiers mois), avec un recul plus fort en veau (-6%) qu'en gros bovins (-3%).

Imports en baisse, sauf de Pologne et des pays tiers

Après une baisse de 2% en 2015, les importations italiennes de viande bovine ont accusé un nouveau recul en 2016 (-4% /2015). Les besoins à l'import étaient en effet réduits compte tenu de la hausse de production de jeunes bovins finis mâles et femelles. L'Italie a réduit ses achats auprès de tous ses fournisseurs traditionnels, à l'exception de la Pologne (+3%) et des pays tiers (+7%), confirmant la descente en gamme de la demande à l'import. Les flux ont progressé en provenance du Brésil (+3%), d'Argentine (+5%) et d'Uruguay (+5%), mais ils ont surtout plus que doublé en provenance des États-Unis (pour dépasser les 2 000 téc) et ont quintuplé en provenance du Paraguay, à environ 1 000 téc.

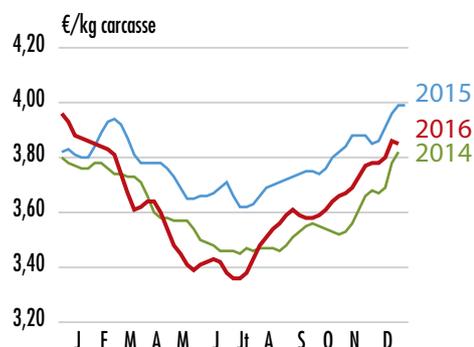
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ALLEMAGNE



DONNÉES REPÈRES

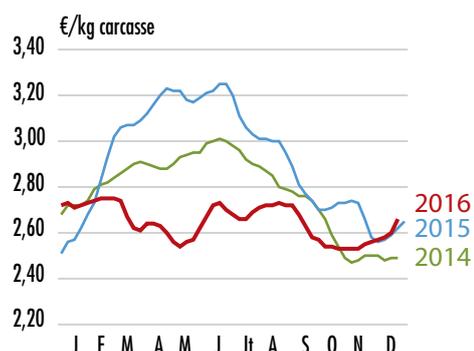
- Consommation : 14,3 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 35%
- Part des exportations dans la production : 33%

COTATION NATIONALE DU JEUNE BOVIN 03 EN ALLEMAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après cotations nationales

COTATION NATIONALE DE LA VACHE 03 EN ALLEMAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après cotations nationales

En Allemagne, les consommateurs se détournent du porc pour consommer plus de bœuf. En outre, la baisse de la production de taurillons accentue la baisse des exportations à l'œuvre depuis plusieurs années. Mais les prix restent sous pression, dans un contexte européen morose.

La consommation allemande est particulièrement dynamique

Après le bond de 5% en 2015, la consommation allemande de viande bovine calculée par bilan a gagné encore 1% en 2016. Le dynamisme économique, l'accueil de 600 000 réfugiés syriens et la mauvaise image de la viande de porc sur la santé (et sa hausse de prix) ont dopé les ventes de viande bovine. Sur les 11 premiers mois de l'année, les achats de viande bovine par les ménages ont progressé d'après GFK (+2,3% /2015) alors que ceux de viande porcine reculaient fortement (-4,3%), comme ceux de viande de mélange porc/bœuf (-1,3%) et ceux de saucisses (-0,9%). Les achats de volaille ont également progressé, mais moins que ceux de bœuf (+1,9%).

Moins de JB, mais plus de vaches

À 1,13 million de têtes en 2016, la production allemande de viande bovine a égalé son niveau de 2015. Toutefois, la production de taurillons continue de se réduire, tombant à 511 000 têtes (-6% /2015). La mauvaise conjoncture laitière a en revanche conduit à plus d'abattages de vaches et de génisses. Les tonnages de femelles abattues ont totalisé 546 000 têtes (+5% /2015).

Depuis 2012, les exportations de veaux progressent, témoignant de la hausse des naissances liée à la croissance du cheptel laitier, mais aussi et surtout du recul de l'activité d'engraissement en Allemagne. Elles totaliseraient 680 000 têtes en 2016 (+1% /2015 ; +29% /2012).

Les exportations de viande décrochent de 7%

Les exportations allemandes de viande bovine n'auraient totalisé que 375 000 têtes en 2016 (-7% /2015). Depuis le pic de 2010, la baisse des exportations est quasiment ininterrompue. Elle reflète d'une part la différence de dynamique entre un marché intérieur très demandeur en viande de JB et des marchés exports affectés par la crise économique et d'autre part la baisse de la production nationale de taurillons.

Les importations de viande bovine auraient baissé de 3% à 412 000 têtes. Ce niveau reste toutefois historiquement élevé, traduisant le dynamisme de la consommation allemande.

Les prix restent bas malgré le dynamisme de la demande

L'abondance de réformes laitières a dégradé le prix des vaches et impacté indirectement celui des jeunes bovins. À 2,70 €/kg de carcasse en moyenne annuelle, la cotation allemande de la vache O a chuté de 5% d'un an sur l'autre. À 3,44 €/kg de carcasse, celle du JBO a baissé de 2% /2015. Le JB R est tombé quant à lui à 3,70 €/kg (-4% /2015).

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ALLEMAND EN VIANDE BOVINE

1 000 têtes	2011	2012	2013	2014	2015	2016 e	2016/2015
Abattages	1 172	1 150	1 115	1 137	1 132	1 130	=
Importations viande	427	384	377	387	425	412	-3%
Exportations viande	495	434	411	426	404	375	-7%
Consommation	1 103	1 100	1 082	1 098	1 153	1 167	+1%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, AMI et estimations

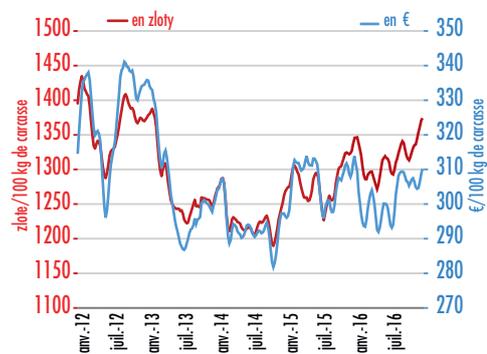
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE POLOGNE



DONNÉES REPÈRES

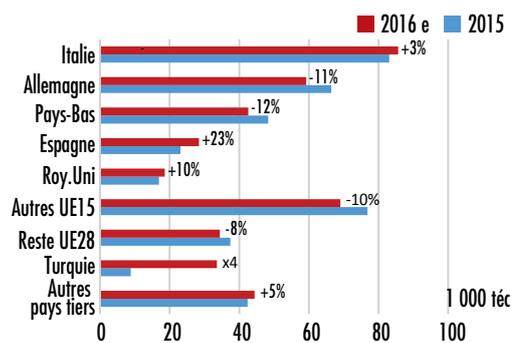
- **Consommation : 2,0 kgéc/hab.**
- **Part des exportations dans la production : 90%**

COTATION POLONAISE DU JB O EN EUROS ET EN ZLOTYS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne et Banque de France

EXPORTATIONS POLONAISES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après douanes polonaises et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ POLONAIS EN VIANDE BOVINE

1 000 téc	2011	2012	2013	2014	2015	2016 e	2016/2015
Abattages	380	371	373	413	471	494	+5%
Importations	18	17	14	17	25	28	+10%
Exportations	309	319	340	369	431	445	+3%
Consommation*	89	69	47	61	65	77	+18%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation polonaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Ierigz, Eurostat et estimations

La production polonaise a progressé en 2016, mais à un rythme moindre qu'en 2014 et 2015. Les prix restent incitatifs pour les engraisseurs et les sorties de jeunes bovins s'annoncent à nouveau en hausse pour 2017. Les ventes sont restées dynamiques vers l'Italie et les pays tiers.

Modération de la hausse de production en 2016

Après une hausse de 11% en 2014 et de 14% en 2015, la production polonaise de viande bovine a moins progressé en 2016 (+5% /2015 à 494 000 téc). Les abattages de taurillons n'ont augmenté que de 2% à 269 000 téc. En revanche, ceux de génisses ont bondi de 11% à 69 000 téc et ceux de vaches de réforme de 10% à 153 000 téc.

D'après l'enquête cheptel de juin 2016, le nombre de mâles de 1 à 2 ans à l'engraissement était de 799 000 têtes (+8% /2015) : la production sur le 1^{er} semestre 2017 s'annonce donc encore en hausse. Par ailleurs, le commerce extérieur de petits veaux confirme la poursuite du recentrage de l'engraissement en Pologne : les exportations de veaux totaliseraient à peine 75 000 têtes en 2016, contre 111 000 en 2015 (-36%), alors que les importations de veaux grimperaient à près de 70 000 têtes (+9%).

Des cours en hausse en zlotys, mais en baisse en euros

La cotation polonaise du JB O s'est élevée à 3,02 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année 2016 (-2% /2015). Malgré cette baisse en euro, les prix affichent une hausse de +3% en zlotys. La dépréciation du zloty est bienvenue pour les producteurs polonais qui voient leur rémunération augmenter alors que la compétitivité de leur viande sur les marchés exports est améliorée.

La viande polonaise cible l'Italie et les Pays tiers

Après 3 années de forte hausse, les exportations polonaises de viande bovine n'ont progressé que de 3% en 2016 pour atteindre 445 000 téc selon nos estimations. Les volumes restent croissants vers l'Italie (+3%), grâce notamment au développement de l'engraissement de femelles, mais ils chutent vers l'Allemagne (-11%) et les Pays-Bas (-12%). L'Espagne et le Royaume-Uni sont deux débouchés qui montent (respectivement +23% et +10%).

Les ventes poursuivent leur croissance vers les pays tiers, avec la Turquie au 1^{er} plan, mais également Israël, l'Asie centrale (Kazakhstan, Turkménistan) et l'Asie du Sud-Est.

La consommation reste marginale

La consommation nationale de viande bovine reste marginale, les Polonais préférant le porc, par goût et tradition, mais aussi pour son prix, moitié moindre que celui du bœuf. En 2016, la consommation calculée par bilan serait remontée à 2,0 kgéc/hab, très loin derrière celle de porc (41,0 kg) et celle de volaille (28,5 kg).

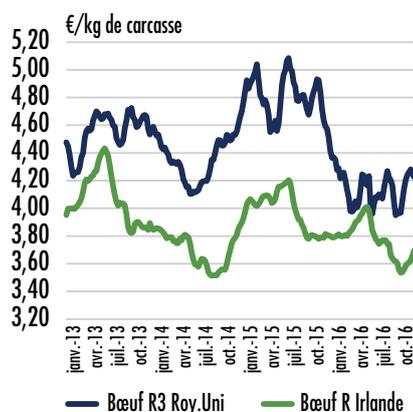
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE IRLANDE



DONNÉES REPÈRES

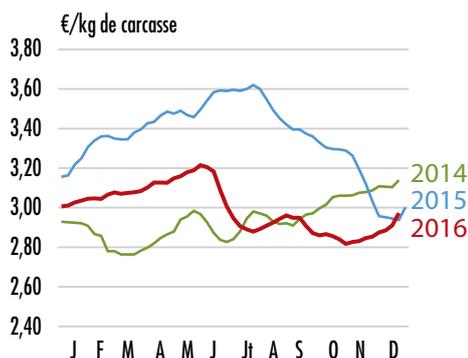
- **Consommation : 19,0 kgéc/hab.**
- **Part des exportations dans la production : 90%**

COTATIONS DU BŒUF R EN IRLANDE ET AU ROYAUME UNI



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Bord Bia et Commission européenne

COTATION NATIONALE DE LA VACHE O3 EN IRLANDE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Bord Bia

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ IRLANDAIS EN VIANDE BOVINE

1 000 téc	2011	2012	2013	2014	2015	2016 e	2016/2015
Abattages	547	495	518	582	564	596	+6%
Importations	55	47	35	30	33	29	-12%
Exportations	510	453	466	524	510	534	+5%
Consommation*	92	89	87	88	89	91	+2%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation irlandaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Bord Bia

La production de viande bovine a fortement augmenté en 2016 en Irlande (+6%/2015). La crise laitière a provoqué un afflux de vaches de réforme et les abattages de mâles sont dopés par le ralentissement de l'export vif.

Rebond de la production

Après un recul de 3% en 2015, la production irlandaise de viande bovine s'est redressée en 2016, de +6%/2015 à 596 000 téc. Cette progression est due pour moitié aux vaches de réformes dont la production a bondi de 15% (117 000 téc). Après une année 2015 marquée par la rétention des vaches, les éleveurs laitiers, confrontés à la chute du prix du lait, ont abondamment réformé.

Les abattages de mâles ont progressé dans le sillage du développement du cheptel laitier. La production de JB, boudée par les éleveurs en 2015 est repartie à la hausse (+9%) pour totaliser 81 000 téc tout en restant inférieure à celle de 2014. La production de bœufs a de nouveau progressé (+3%/2015 à 234 000 téc) après déjà une forte hausse en 2015.

Cours sous la pression du taux de change £/€

Ce rebond des abattages s'explique également par la chute de moitié des exportations de bovins vifs finis tombées à 26 000 têtes. Le Royaume-Uni est le débouché majeur des bœufs et génisses irlandais, grâce à un écart de prix favorable à l'Irlande mais dépendant du rapport £/€. En 2016, les prix britanniques se sont dégradés en euros du fait de la dépréciation de la livre et d'une production en hausse. De plus, le mouvement de renationalisation de l'approvisionnement des GMS britanniques a pris de l'ampleur. Ces deux facteurs affectent les exportations irlandaises de vifs finis. La cotation irlandaise du bœuf R a donc chuté à 3,77 €/kg en moyenne 2016 (-5%/2015) maintenant à peine la compétitivité des produits irlandais.

La cotation de la vache O, déjà sous la pression des abattages européens, s'est nettement dégradée au second semestre avec l'accélération des abattages. Malgré un rebond en fin d'année, elle ne dépasse pas 2,99 €/kg de carcasse en moyenne annuelle (-12%/2015).

2017 : 100 000 animaux finis supplémentaires

Les exportations irlandaises de viande bovine ont progressé à 534 000 téc en 2016 (+5%/2015), soit 24 000 téc de plus qu'en 2015. Ceci peut sembler insuffisant alors qu'en cumul la production abattue a progressé de près de 30 000 téc. L'export de maigres est également difficile : il se maintient à peine (-0,4%/2015 à 43 000 têtes) malgré l'ouverture du marché turc en fin d'année, mais reste toujours ralenti par rapport à 2014 (-42%).

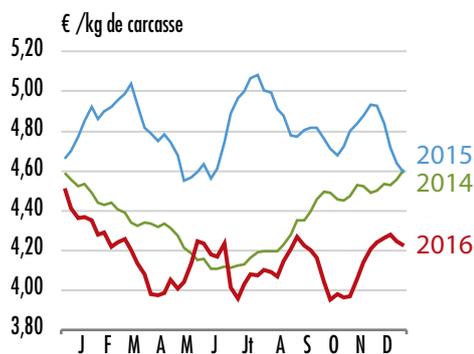
En 2017 la filière devra valoriser environ 100 000 animaux finis de plus qu'en 2016, alors que la livre durablement faible et le développement en UE (à titre expérimental) de l'étiquetage de l'origine des viandes transformées constituent des freins aux exportations. Les exportateurs irlandais recherchent activement des débouchés en Europe continentale et sur pays tiers.



DONNÉES REPÈRES

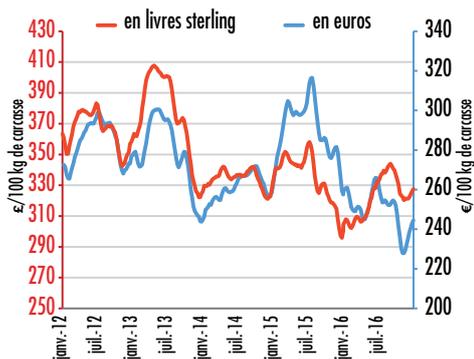
- **Consommation : 18,3 kgéc/hab.**
- **Part des importations dans la consommation : 35%**

COTATION NATIONALE DU BŒUF R3 AU ROYAUME-UNI



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

COTATION NATIONALE DE LA VACHE R3 AU ROYAUME-UNI



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ VIANDE BOVINE AU ROYAUME-UNI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016 e	2016/2015
1 000 téc							
Abattages	936	885	847	877	888	922	+4%
Importations	383	406	393	414	430	423	-2%
Exportations	176	148	132	142	142	148	+4%
Consommation	1 142	1 144	1 108	1 149	1 186	1 197	+1%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Defra, Eblex, Eurostat et estimations

La hausse de production au Royaume-Uni a permis d'augmenter à la fois les exportations (facilitées par la dévaluation de la livre) et la consommation nationale pour laquelle les distributeurs demandent toujours plus de viande d'origine britannique.

Une production dynamique

Après un recul de 1% en 2015, la production britannique de viande bovine a bondi (+4%/2015) en 2016. Non seulement la dégradation de la conjoncture laitière a entraîné de nombreuses réformes, mais la production d'animaux jeunes a elle aussi progressé, les animaux âgés de 1 à 2 ans étant nombreux en début d'année (+3%/2015 pour les mâles et +5% pour les femelles).

Les abattages de vaches ont ainsi fortement progressé (+10%/2015), tandis que ceux de génisses et de bœufs ont augmenté plus faiblement (+1%). Les abattages de taurillons, minoritaires dans la production britannique, ont rebondi de 8% après deux années de forte baisse.

Néanmoins, la hausse de production a été atténuée par la diminution des poids carcasses (-1%/2015 à 305kg pour les vaches). Les abattoirs ont appliqué des sanctions sur les prix pour les animaux produits en dehors des cahiers des charges, pénalisant les carcasses dépassant 400 kg.

Les prix sous la pression de l'offre

Cette offre abondante a pesé sur les prix. La cotation du bœuf R3 s'est dégradée à 3,4 £/kg en moyenne sur 2016 (-3%/2015).

L'évolution du cours des vaches s'est calquée sur les tendances européennes, l'export étant le débouché privilégié des femelles de réformes. En moyenne sur l'année, le prix de la vache R était en retrait de 3% à 2,6 £/kg et de 14% en euros, à 3,1 €/kg.

Les échanges impactés par l'annonce du Brexit

Le vote en faveur du Brexit le 23 juin a provoqué une brusque chute de la livre sterling, qui a accentué la chute des cours traduits en euros. Dans ce contexte, les importations se sont repliées (-2%), surtout en provenance d'Irlande, qui fournit structurellement plus de la moitié de la viande bovine totale importée.

À l'inverse, les exportations ont été dopées (+4%/2015) par les gains de compétitivité procurés par l'évolution du taux de change £/€. Les livraisons ont augmenté à destination des Pays-Bas, de l'Irlande et de l'Allemagne.

Hausse de la consommation estimée à +1% en bilan

Les achats de viande bovine par les ménages ont progressé de 2% en cumul glissant de 52 semaines finissant le 4 décembre. Les viandes à griller (+5%), à mijoter (+4%) et hachées (+3%) comptent pour l'essentiel de la hausse, compensant la baisse des achats de viande à rôtir (-5%).

4

LE MARCHÉ DES BROUTARDS FRANÇAIS

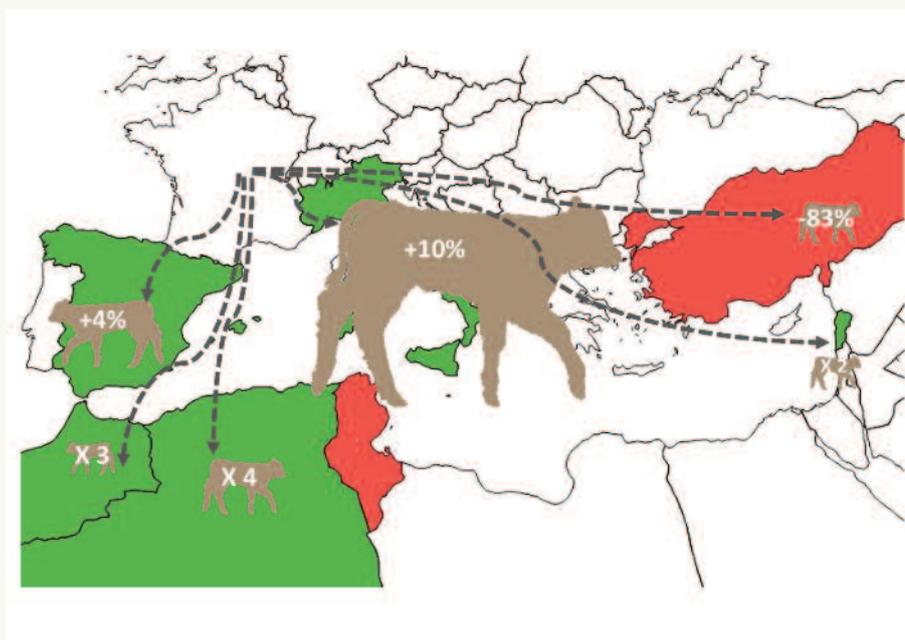
Des cours moroses malgré des exportations record

Pour la seconde année consécutive, les exportations françaises de broutards ont progressé (+3% /2015), effaçant la fermeture du marché turc. Cette hausse des envois est principalement liée aux achats italiens qui ont progressé en mâles et en femelles. À +10% /2015 et +8% /2014 c'est un très fort rebond des importations transalpines, dû à la fois à l'évolution de la demande, à la baisse de la concurrence et au raccourcissement des durées d'engraissement. Les cotations sont malgré tout dégradées, dans le sillage du marché du JB.



EXPORTATIONS 2016

PRINCIPAUX FLUX DE BROUTARDS



Estimation des exportations françaises de gros bovins maigres en 2016 :

- Vers l'Italie : 821 000 têtes
- Vers l'Espagne : 131 000 têtes
- Vers les autres pays de l'UE : 52 000 têtes
- Vers les pays tiers : 59 000 têtes
 - dont - l'Algérie : 28 000 têtes
 - la Tunisie : Ø
 - le Maroc : 3 500 têtes
 - la Turquie : 13 000 têtes
 - le Liban : 14 000 têtes

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

C'est notre estimation des exportations de broutards en 2016.

Les exportations françaises d'animaux maigres ont à nouveau progressé en 2016. Avec plus d'un million de têtes, la hausse atteint +3% /2015 et on se rapproche du record de 2011.

En 2016, le bond des exportations de bovins vifs concerne surtout ceux de plus de 300 kg, mâles et femelles, alors qu'en 2015, la hausse des expéditions ne concernait que les animaux légers de 160 à 300 kg. Les exportations se sont développées malgré des naissances stables (-0,1% /2015), ce qui indique un recul des mises en places dans les ateliers de JB français. Les exportations de femelles de plus de 300 kg dépassent pour la première fois les 200 000 têtes, un effectif record permis à la fois par la bonne demande italienne et par la nette hausse des disponibilités.

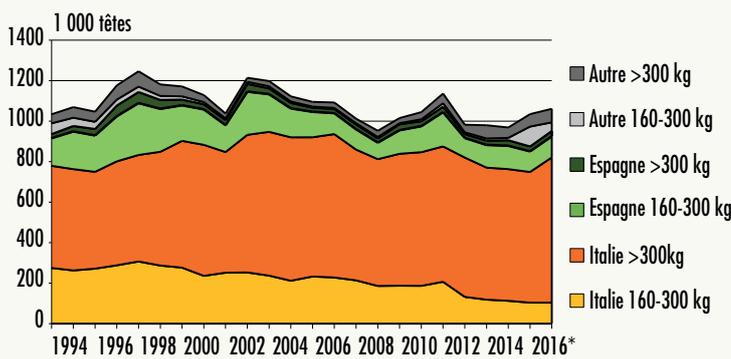
BILAN DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BOVINS MAIGRES

Têtes	Année civile 2013	Année civile 2014	Année civile 2015	Année civile 2016*	Évolution 2016/2015
Mâles et femelles de 160 à 300 kg vif =	241 100	239 800	303 800	250 000	-18%
Mâles maigres de plus de 300 kg vif =	571 000	556 000	552 100	600 000	+9%
Femelles maigres de plus de 300 kg vif =	168 000	172 500	178 800	211 000	+18%
TOTAL	980 100	968 300	1 034 700	1 061 000	+3%

*estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE GROS BOVINS MAIGRES



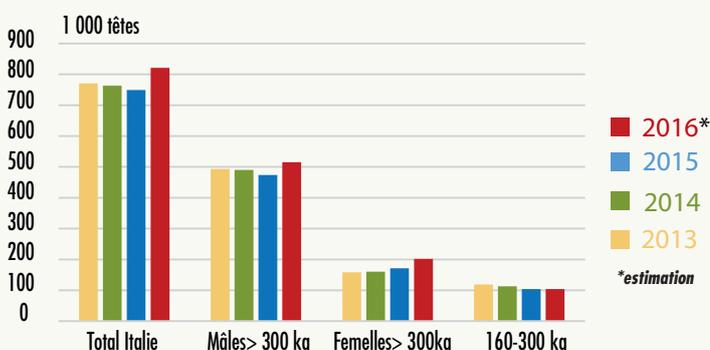
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

*estimation

Les exportations françaises ont progressé en 2016 grâce aux envois vers l'Italie, et dans une moindre mesure, vers l'Algérie.

En 2016, l'Italie a réceptionné 77% des exportations françaises de bovins maigres, contre 72% en 2015. Cette évolution est liée au marché turc : plus rémunérateur que le marché italien, il est ouvert aux principaux concurrents européens de la France (voir page suivante). Ceux-ci y concentrant leurs efforts, l'intensité de la concurrence pour le broutard français en Italie diminue. L'Espagne demeure le second débouché de la filière, avec 12% du total des broutards, mais 42% de ceux de 160-300 kg. Enfin, l'Algérie redevient 3^{ème} client, avec 28 000 mâles répartis régulièrement sur l'année 2016. Un progrès notable dans la saisonnalité du commerce dû notamment à la réforme de l'attribution des contingents d'importation.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS VERS L'ITALIE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

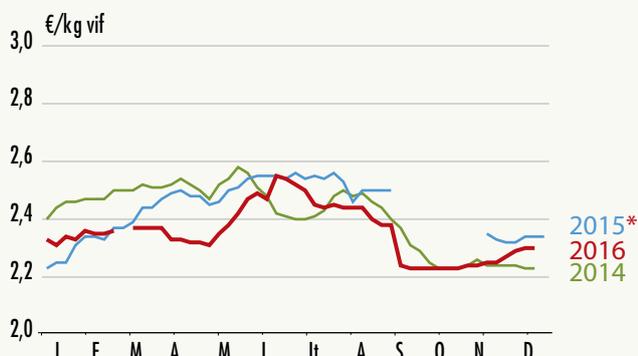
*estimation

Avec environ 820 000 têtes en 2016, les exportations vers l'Italie ont fortement rebondi en 2016 (+10% /2015).

Les cours des JB italiens sont restés bas toute l'année 2016, dans le sillage d'une consommation en berne. Les engraisseurs sont néanmoins restés aux achats de façon assez régulière, encouragés par les cours des broutards en baisse. L'expansion de la FCO en France n'a que peu perturbé le commerce, un protocole d'export étant en place depuis 2015. La hausse des effectifs vers l'Italie atteint + 70 000 têtes /2015, et se partage entre mâles (+40 000 têtes) et femelles (+30 00 têtes) de plus de 300 kg. Pour les mâles, elle s'explique par la fermeture à la France du marché turc et par de moindres importations italiennes de viande. La hausse des achats de femelles est due à la demande des distributeurs qui recherchent de plus en plus les carcasses légères et de qualité. De plus, depuis mi-2015, la prime qualité italienne a évolué. Elle est versée à l'abattage pour les animaux ayant passé 6 mois en Italie contre 7 auparavant. Ceci accélère la rotation dans les ateliers.

PRIX DES MÂLES

COTATIONS DU CHAROLAIS U DE 450 KG



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

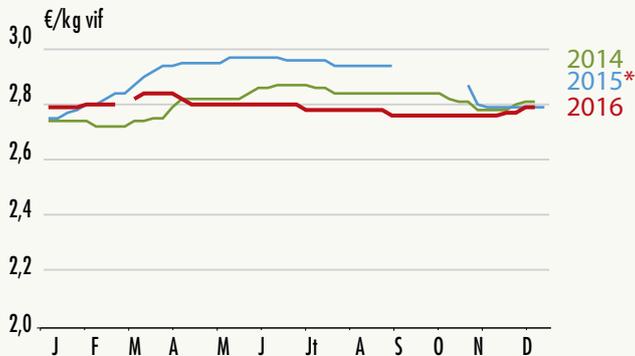
En moyenne sur l'année 2016, les cotations des broutards mâles ont reculé par rapport à 2015, mais avec d'importantes disparités.

Au 1^{er} semestre, les cotations se sont d'abord tenues grâce à des disponibilités modérées. Mais au printemps, le marché n'a pas connu sa hausse saisonnière habituelle faute de débouchés. Le seul rebond est arrivé en début d'été pour les animaux lourds pouvant sortir en fin d'année. Le 2nd semestre fut marqué par un violent décrochage en septembre dans les catégories lourdes alors que le cours des animaux légers demeurait atone.

2,35€/kg

C'est la cotation moyenne des broutards charolais U de 450 kg en 2016.

COTATIONS DU LIMOUSIN E DE 350 KG



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Ces cotations nationales masquent des disparités selon les zones géographiques et les statuts sanitaires des animaux. Les animaux exportables en Turquie (moins de 300 kg, non vaccinés et issus de zone indemne FCO) ont été survalorisés par un effet de pénurie par rapport aux autres broutards légers. Pour les animaux lourds, le marché était également dual entre les animaux vaccinés et ceux non vaccinés issus de la zone règlementée. Les premiers pouvant être engraisés en zones indemnes ou exportés vers l'Italie et les seconds restant confinés dans la zone infectée.

PRIX DES FEMELLES

COTATIONS DE LA CHAROLAISE U DE 270 KG

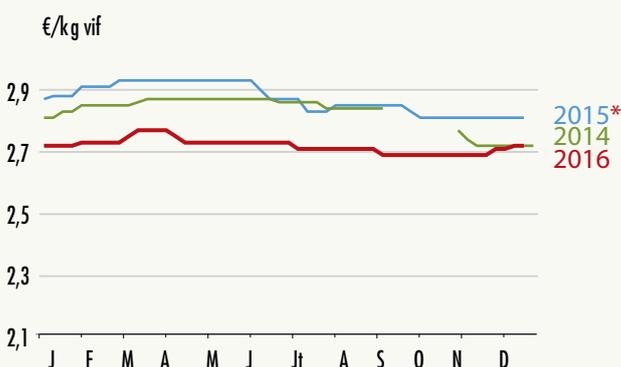


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les cotations des femelles ont légèrement reculé en 2016, malgré une demande italienne dynamique.

Depuis 2 ans la demande des distributeurs italiens se concentre sur les femelles : en 2015 les importations de femelles prêtes à abattre d'Espagne avaient fortement augmenté (+19 000 têtes /2014). En réaction les engraisseurs italiens ont ajusté leurs commandes de maigres, entraînant

COTATIONS DE LA LIMOUSINE E DE 270 KG



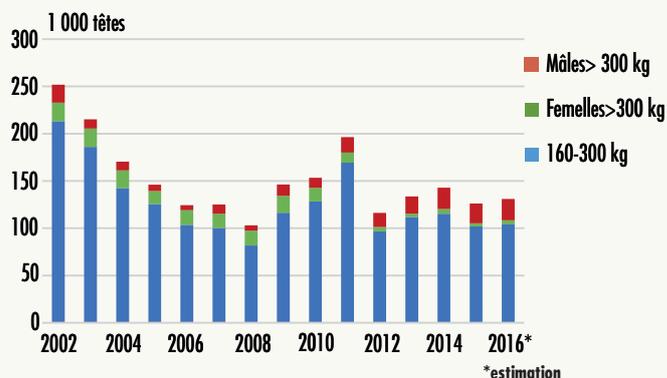
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

la hausse actuelle des importations de femelles maigres françaises. Cette demande a été encouragée par une hausse concomitante de l'offre française qui a empêché toute progression des prix. La cotation moyenne des Charolaises U de 270 kg était en 2016 à 2,39 €/kg en baisse de -2%/2015 (-2 centimes). La cotation moyenne des Limousines E de 270 kg atteignait 2,72 €/kg, en baisse de -3,9%/2015 (-11 centimes).

*En 2015, suite à la FCO, les cotations nationales n'étaient pas représentatives entre les semaines 38 et 44 pour les Limousins et les semaines 38 et 46 pour les Charolais.

EXPORTATIONS 2016

EXPORTATIONS FRANÇAISES D'ANIMAUX MAIGRES VERS L'ESPAGNE

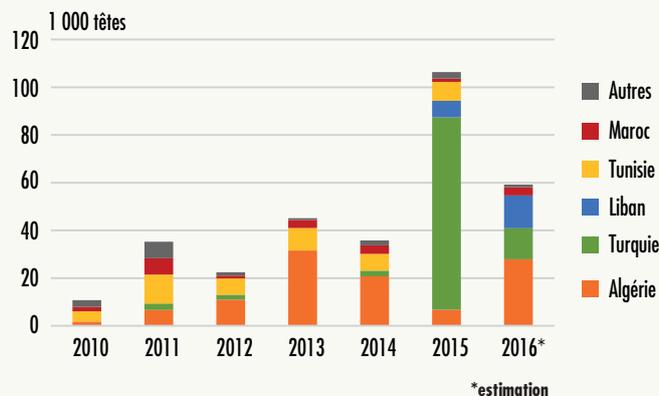


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

Les exportations d'animaux maigres français à destination de l'Espagne réparties à la hausse en 2016 (+4% /2015). Les achats restent concentrés sur les animaux légers.

L'Espagne a réalisé en 2016 d'excellentes performances à l'export sur pays tiers (Libye, Egypte, Liban), avec plus de 100 000 animaux finis dont environ ¼ de mâles. Sur ces marchés, les opérateurs espagnols font preuve d'opportunisme face à une demande fluctuante. Les besoins espagnols en bovins maigres sont donc croissants. Les achats espagnols se concentrent sur les broutards légers (104 000 têtes, +4% /2015) et les veaux nourrissons (voir chapitre veaux) qui alimentent des ateliers d'engraissement de grande taille, souvent en contrat d'intégration. Les animaux légers permettent de maîtriser les coûts de mise en place, face à un débouché très contraint par le prix. L'Espagne est devenue en 2016 le principal fournisseur de l'Égypte, un marché qui s'est ouvert à elle fin 2015.

EXPORTATIONS FRANÇAISES D'ANIMAUX MAIGRES VERS LES PAYS TIERS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

En 2016, les flux français vers les pays tiers se sont repliés en raison de la fermeture du marché turc. Les envois demeurent néanmoins supérieurs à la moyenne des 6 dernières années.

Les acheteurs turcs, qui avaient capté plus de 80 000 broutards français en 2015, ont refusé en 2016 les animaux issus de la zone réglementée FCO, se détournant ainsi progressivement du marché hexagonal. Malgré les négociations avec l'ESK, agence publique en charge des importations, les envois vers la Turquie ont chuté à 13 000 têtes, soit -84% /2015. L'Algérie et le Liban ont compensé en partie cette fermeture. L'Algérie a réalisé des achats réguliers en 2016, grâce à la réforme du mode d'attribution des contingents d'importation. Soit des envois portés à 28 000 têtes, x 4 /2015 (année particulière sans contingent à droit nul) et +33% /2014. L'activité sur le Liban s'est accélérée au second semestre pour des animaux souvent semi finis. La Tunisie est une déception, aucun opérateur n'a été autorisé à importer en 2016.

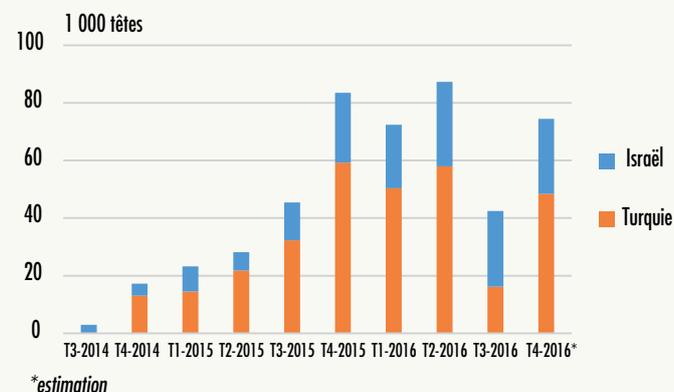
DES MARCHÉS AUX PORTES DE L'UE

Les broutards français représentent chaque année plus de 70% des animaux européens exportés intra et extra UE. Les exports des autres pays européens se concentrent en 2016 sur les marchés porteurs d'Israël et de la Turquie.

La Turquie est restée très demandeuse de broutards légers : après avoir importé 208 000 animaux européens en 2015, elle en a acheté plus 150 000 en 2016 malgré la chute des envois français. Ces animaux sont venus principalement d'Europe de l'Est où des flux importants se sont mis en place depuis 2015 (Hongrie : 70 000 têtes en 2016 soit +25% /2015 ; Slovaquie : 36 000 têtes, +100% /2015 ; République tchèque : 24 000 têtes en 2016 soit -5% /2015). L'Irlande est également arrivée en force sur ce marché. Les envois y ont démarré seulement au 4^{ème} trimestre 2016, avec déjà plus de 20 000 têtes selon *Bordbia*.

Le marché israélien s'est fortement développé en 2016, les engraisseurs sont demandeurs d'animaux très légers. En 2016, plus de 110 000 broutards européens ont été achetés, en provenance majoritairement de Roumanie (57 000 têtes, +110% /2015) et du Portugal (40 000 têtes, x 5 /2015). Des négociations sont en cours pour permettre l'accès de ce marché aux animaux français, mais les exigences sanitaires israéliennes sont très strictes.

IMPORTATIONS TRIMESTRIELLES DE BROUTARDS EUROPÉENS PAR ISRAËL ET LA TURQUIE (HORS ANIMAUX FRANÇAIS)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Trade map

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Un marché morose pour viande et brouillard, et une campagne céréalière difficile

La conjoncture 2016 a été particulièrement morose et n'a épargné ni le marché du maigre, ni celui de la viande, notamment les vaches. Côté PAC, le processus de convergence s'est poursuivi : ainsi les soutiens découplés baissent dans les systèmes les plus intensifs. Les récoltes de céréales ont été mauvaises à catastrophiques selon les régions avec des conséquences proportionnelles à la taille de la sole en céréales. Les charges opérationnelles ont augmenté dans les zones qui ont subi la sécheresse (Est, Sud-Ouest de la France et Massif Central). Au final quels que soient les systèmes, l'année 2016 se traduit par un recul sans précédent des résultats courants. Les mauvaises récoltes vont pénaliser les performances de début d'année 2017, avec des stocks en moins de qualité médiocre.



ESTIMATIONS DES REVENUS 2016

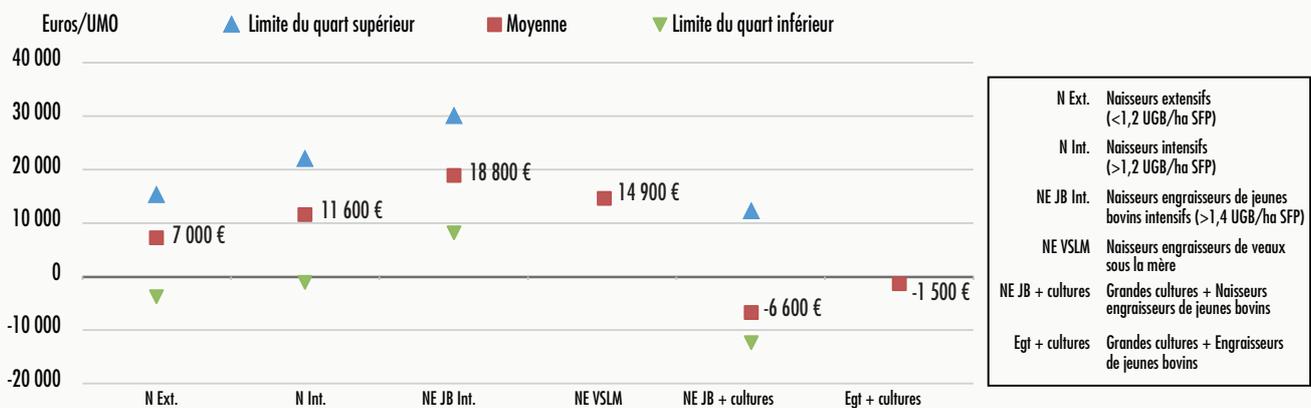
En 2016, l'effondrement des revenus en systèmes diversifiés

En 2016, les résultats courants plongent pour les spécialisés et encore plus pour les diversifiés, notamment ceux avec une part de cultures de vente importante. Aucun système ne dégage plus de 20 000 € en résultat courant par UMO exploitant. Les écarts entre systèmes se creusent. Les systèmes spécialisés pratiquant l'activité d'engraissement s'en sortent un peu moins mal. Mais les exploitations diversifiées avec vente de cultures ont en 2016 un résultat

courant moyen négatif (-6 600 et -1 500 €/UMO exploitant). Les écarts s'élargissent aussi au sein de chaque groupe. Il existe une grande variabilité par rapport à la moyenne en lien notamment avec la taille des élevages, leurs performances techniques, leur mode de gestion et cette année leur part de cultures de vente, y compris chez les spécialisés. En 2016 encore, les variations des aides PAC (convergence) et la présence ou non en zone de sécheresse sont sources de variations des résultats courants.

RÉSULTATS COURANTS 2016

Estimation des Résultats Courants (RC)/UMO exploitant des principaux systèmes d'élevage Bovins Viande et variabilité intra système en 2016 avec prise en compte des aléas.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

Une baisse de revenu pour tous. Les cultures de vente plombent les résultats

Après deux années de prix déjà en retrait, la situation se dégrade encore en 2016 : les cours des bovins mâles finis ont été, tout au long de l'année, inférieurs à ceux des trois années précédentes. L'écart est encore plus important pour les femelles. La crise laitière a provoqué un afflux important de réformes sur un marché déjà déprimé. Côté maigre, le constat est similaire même si les cours ont mieux résisté durant le premier semestre. La chute plus précoce des cotations par rapport aux années précédentes et les exports en retrait vers la Turquie sont les principaux facteurs explicatifs des baisses.

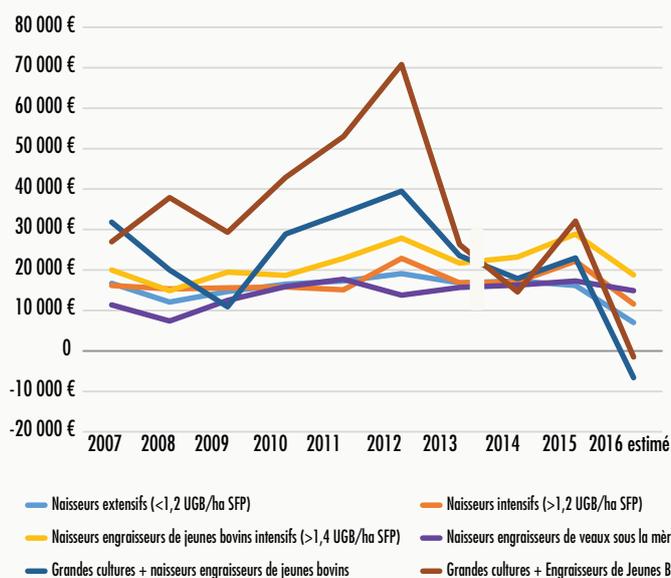
Les élevages producteurs de veau sous la mère, jusque-là protégés par le marché Label, sont affectés eux aussi, mais dans une moindre mesure.

Pour les systèmes ayant des cultures de vente, et notamment les diversifiés, le constat est aggravé par la mauvaise campagne céréalière.

D'autres facteurs ont des impacts, parfois différents :

- la convergence des aides PAC aggrave la situation des plus intensifs (notamment engraissement et cultures de vente), quand elle atténue légèrement les baisses des plus extensifs ;
- en zone de sécheresse, les charges opérationnelles augmentent à cause des coûts supplémentaires d'affouragement. Elles baissent ailleurs.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE



La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement de l'échantillon. Attention : les résultats sont des Résultats Courants et non plus des RCAI (résultats courants avant impôt et cotisations sociales).

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

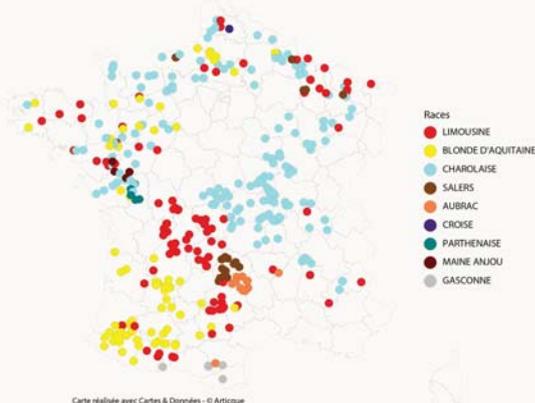
BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2016 ET MÉTHODOLOGIE

Les estimations des revenus 2016 sont établies à partir d'un panel de 286 exploitations des Réseaux d'élevage bovins viande. Elles sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2015 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...). L'estimation concerne les résultats courants (RC). Ce résultat issu d'une approche comptable, prenant en compte les amortissements et frais financiers, est différent du revenu disponible calculé selon une approche « trésorerie ».

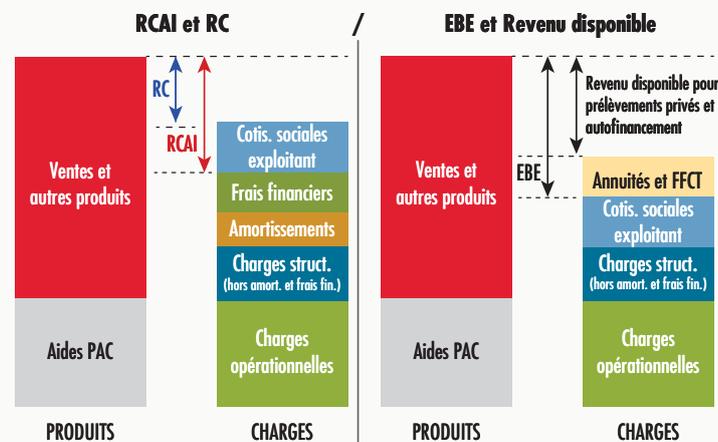
ATTENTION : la présentation des résultats diffère ainsi de celle des années précédentes, qui illustraient le RCAI. Les impôts et les charges sociales exploitant sont payés avant le calcul du Résultat Courant.

LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES

Localisation des exploitations des Réseaux d'élevage bovin viande par race



INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

FERMES DU RÉSEAU D'ÉLEVAGE

La base nationale des Réseaux d'élevage compte 395 exploitations en 2016 dont 306 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes bovins viande français.

Plus d'informations : <http://idele.fr/flieries/bovin-viande.html>
⇒ onglet Réseaux d'élevage

Le maillage de l'échantillon des Réseaux d'élevage a été élaboré sur la base de la typologie des systèmes d'exploitation herbivores élaborée par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture et recalée sur les résultats du dernier Recensement Agricole de 2010.

Les exploitations suivies font l'objet d'un suivi annuel de leurs résultats techniques, économiques, organisationnels et environnementaux.



5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATION DES PRODUITS EN 2016

Les résultats 2015 sont ceux réellement constatés dans le panel des exploitations suivies.

Le produit des ventes en viande bovine

Le prix de vente **des animaux maigres** dépend de la race, du poids de l'animal et de la période de vente. Cette dernière est saisonnalisée en fonction des débouchés et de la disponibilité des animaux. Pour approcher au mieux cette variabilité, sur chacune des exploitations suivies, la période de vêlage a été associée à une période de vente des animaux.

Quant **aux animaux finis**, jeunes bovins, génisses finies, bœufs et vaches de réforme, le montant des ventes 2016 a été estimé en prenant un pourcentage d'évolution annuelle pour chacun des quatre bassins de production (Centre-Est, Grand-Ouest, Grand-Sud, Nord-Est). Le calcul combine le nombre d'animaux abattus par trimestre et le pourcentage d'évolution entre 2015 et 2016 du prix de la catégorie concernée pour chacun des trimestres. Ainsi le prix 2016 d'une vache de réforme viande d'une exploitation située dans le Grand-Ouest a diminué de 6,5% par rapport à 2015.

Estimation des produits de ventes des cultures

Le montant des ventes 2016 pour chacune des cultures réalisées sur l'exploitation a été pondéré par un coefficient propre à chaque région française, prenant en compte l'évolution de volumes et de prix constatée entre 2015 et 2016. Ces données nous ont été transmises par Arvalis-Institut du végétal.

Evolution des aides PAC

Pour les évolutions des soutiens découplés, la convergence est appliquée telle que prévue dans les textes réglementaires. Deux niveaux de prélèvements sont effectués : 2% pour constitution de réserve et 2,4% de discipline financière. La transparence GAEC est appliquée.

Entre 2015 et 2016, les niveaux de soutiens perçus au titre de l'aide aux bovins allaitants (ABA) diminuent de 0,7% : une hausse des stabilisateurs est en effet prévue.

Les niveaux de soutien ICHN perçus en 2015 sont reconduits. Dans nos hypothèses, les niveaux de mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) restent identiques pour les exploitations ayant contracté des MAE.

Les aides conjoncturelles de 2015 (sécheresse) ne sont en revanche pas reconduites.

LEXIQUE

- charges opérationnelles : ensemble des charges liées à la production de l'année (par opposition aux charges de structure).
- charges de structure : ensemble des charges de structure courantes.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant : correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

EVOLUTION DES PRIX DES PRINCIPALES CATEGORIES DE BROUARDS

TYPE DE BROUARD	EVOLUTION	VARIATION PRIX	VARIATION PRIX	VARIATION PRIX
	PRIX MOYEN 2015/2016	DEBUT ANNEE 2015/2016	ETE 2015/2016	AUTOMNE 2015/2016
LIMOUSINS 300 kg	- 3,8 %	- 2,2 %	- 4,4 %	- 7,6 %
CHAROLAIS 300 kg	- 4,5 %	+ 0,9 %	- 2,6 %	- 10,6 %
BLONDS 300 kg	+ 9,2 %	+ 7,3 %	- 8,8 %	+ 1,5 %
AUBRAC, GASCON 350 kg	- 1,3 %	- 3,6 %	+ 14,9 %	+ 5,4 %
SALERS 350 kg	- 3,3 %	+ 0,5 %	- 3,2 %	- 5,5 %

Source : FranceAgriMer, Institut de l'Élevage

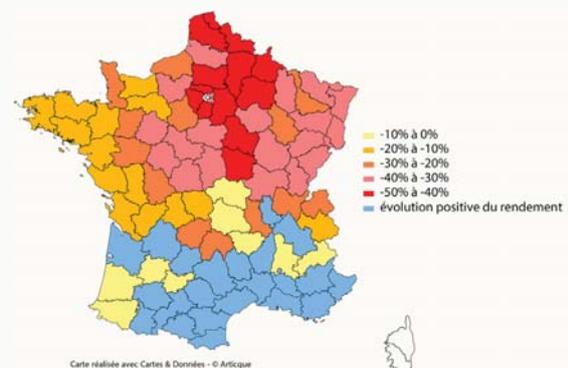
EXTRAIT PARTIEL DES DONNÉES UTILISÉES POUR ESTIMER LE PRIX DES ANIMAUX FINIS

Exemple de pourcentage d'évolution utilisé pour la catégorie des réformes

Critères	CENTRE EST	GRAND OUEST	GRAND SUD	NORD EST
VACHES DE REFORME VIANDE R	- 6,5 %	- 6,5 %	- 6,2 %	- 6,0 %

Source : FranceAgriMer, Institut de l'Élevage

ÉVOLUTION DES RENDEMENTS PRÉVISIONNELS DU BLÉ TENDRE 2016/2015 EN %



Source : ARVAUS - Institut du Végétal

ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC ENTRE 2015 ET 2016

AIDES	EVOLUTION 2016/2015 (%)
EVOLUTION DES PAIEMENTS DECOUPLÉS => CONVERGENCE	de - 9 à + 7,7 %
AIDE AUX BOVINS ALLAITANTS (ABA)	- 0,7 %
AIDES SECOND PILIER	0 %

Source : Estimation GEB-Institut de l'Élevage d'après Ministère de l'Agriculture

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATIONS DES CHARGES EN 2016

Les variations des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2016 suivent les tendances nationales issues de l'IPAMPA Viande bovine.

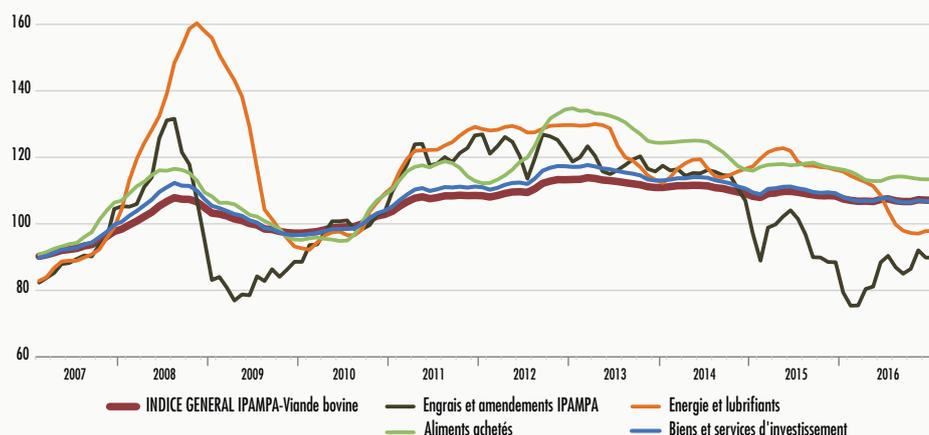
En 2016, l'indice IPAMPA poursuit sa baisse amorcée en 2012, et se rapproche du niveau atteint fin 2011. Cette évolution s'explique par une baisse des principaux intrants : -12,5% pour le carburant, -6,7% pour les engrais et enfin -3,2% pour les aliments achetés. En revanche les frais vétérinaires sont en hausse de 2,7%, tout comme les frais généraux. En moyenne annuelle, l'indice affiche un repli de 1,7%.

SÉCHERESSE

Cette année encore, la sécheresse est venue perturber les conduites des élevages et a induit des augmentations de charges opérationnelles.

Faute de fourrages de qualité suffisante, certains élevages ont dû acheter des fourrages et/ou de l'aliment, l'impact varie de 20 €/UGB à 28 €/UGB pour l'Est de la France et de 15 à 100 €/UGB pour les régions fortement touchées du Sud Massif-Central et du Sud-Ouest.

CHARGES ISSUES DE L'IPAMPA ÉVOLUTION DEPUIS 2007 (INDICE 100 EN 2010)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE et Agreste

L'INDICE IPAMPA VIANDE BOVINE

L'indice IPAMPA (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) a pour objectif de suivre l'évolution des coûts d'approvisionnement des exploitations agricoles.

Sept types de produits sont suivis : les semences et plants ; les engrais, amendements et supports de culture ; les produits phytosanitaires ; les aliments pour animaux ; le matériel et petit outillage et les produits et services vétérinaires. Cet indice est utilisé pour établir les comptes nationaux de l'agriculture publiés par le SSP.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET TRÉSORERIE EN 2015

Moyenne par système	Exploitations spécialisées				Exploitations diversifiées	
	Naisseurs extensifs	Naisseurs intensifs	Naisseurs-engraisseurs de JB intensifs	Naisseurs-engraisseurs de veaux sous la mère	Grandes cultures et naisseurs-engraisseurs de JB	Grandes cultures et engraisseurs de JB
EBE (€/UMO exploitant)	44 100 €	50 100 €	56 200 €	34 700 €	63 300 €	75 600 €
Annuité sur EBE (%)	50%	45%	51%	37%	62%	60%
RCAI (€/UMO exploitant)	22 000 €	28 500 €	35 700 €	21 200 €	31 800 €	44 300 €
Résultat courant (€/UMO exploitant)	16 200 €	22 200 €	28 900 €	17 300 €	23 000 €	32 100 €
Résultat disponible (€/UMO exploitant)	22 600 €	28 200 €	26 600 €	23 200 €	23 800 €	30 600 €

Au-delà des résultats courants, différents indicateurs économiques et financiers permettent de rendre compte de la situation des exploitations. Le revenu disponible doit permettre à la fois de réaliser les prélèvements privés mais aussi d'autofinancer une partie des investissements.

Le rapport entre les annuités d'emprunts et l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) permet d'appréhender la capacité des exploitations à faire face à leur endettement et à réaliser de nouveaux emprunts. Ce rapport varie selon les systèmes de production. On peut considérer qu'un rapport inférieur à 40% laisse une marge de manœuvre pour accéder à de nouveaux emprunts. De 40 à 55 %, il faut analyser de près la situation individuelle. Au-delà, il y a un risque.

Ainsi, les exploitations diversifiées naisseurs-engraisseurs et engraisseurs, malgré un EBE parmi les plus élevés de l'échantillon, ont un niveau d'annuités sur EBE dépassant les 60% en 2015. En moyenne, pour ces groupes, la situation financière est donc très tendue. A l'opposé, les exploitations spécialisées productrices de veaux sous la mère maintiennent, cette année encore, le rapport annuité/EBE le plus faible (37%).

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISEURS EXTENSIFS

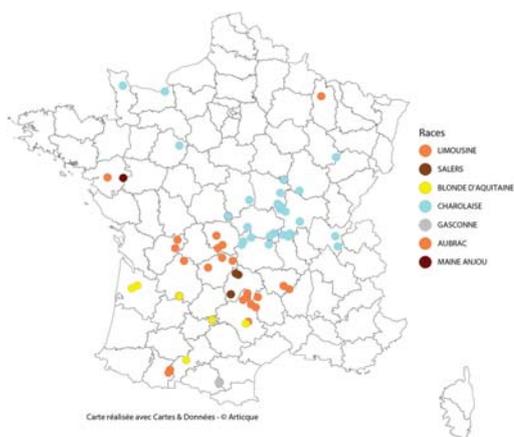
Marché du maigre décevant et météo défavorable : un cocktail qui divise par deux les revenus



DONNÉES REPÈRES

- 1,6 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 159 ha de SAU dont 147 ha de SFP
- 97 vaches allaitantes et 147 UGB
- Productivité moyenne : 307 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 62 EXPLOITATIONS



Les élevages naisseurs extensifs se retrouvent cette année encore fortement pénalisés par la météo. Ils subissent aussi de plein fouet les conséquences de la crise laitière et d'un marché du brouillard très décevant. Les revenus sont donc en berne.

La météo plombe les revenus

Le bassin charolais, le sud du Massif-Central et le Sud-Ouest ont de nouveau subi les aléas de la météo : mise à l'herbe tardive en raison d'un printemps pluvieux, récoltes de fourrages tardives puis sécheresse estivale et enfin absence des repousses automnales. Ceci a conduit à entamer fortement les stocks et à compléter les animaux dès le début de l'été. Les éleveurs ont dû acheter des aliments (de 20 à 90 €/UGB) contribuant à une augmentation des charges opérationnelles (+8%/2015).

Ces mauvaises récoltes céréalières, couplées à une consommation européenne peu dynamique, ont freiné les remplissages d'ateliers d'engraissement tant en France qu'en Italie. L'expansion de la FCO a considérablement affecté les exports vers la Turquie qui refuse tous les animaux issus de la zone infectée. Par ailleurs, il est apparu localement des écarts de prix importants entre brouillards vaccinés (exportables) et non vaccinés. Au final, les prix des brouillards Charolais et Limousins chutent lourdement (-6% en moyenne/2015).

L'afflux de vaches de réforme, tant laitières (+3%/2015) qu'allaitantes (+4%/2015), a induit une forte baisse des prix de vente des femelles (-4 à -8%) et des reports de stock sur pied des vaches allaitantes destinées à l'abattage.

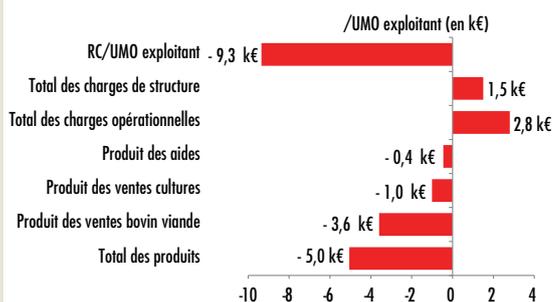
Seulement 7 000 € de résultat courant

La nouvelle PAC a un effet bénéfique pour ces élevages extensifs, ce qui permet de compenser l'absence en 2016 de l'aide perçue exceptionnellement en 2015 pour faire face aux effets de la sécheresse mais pas la légère hausse de 2% des charges de structures.

Tous les voyants sont donc au rouge et se traduisent pour les naisseurs extensifs par une chute du résultat courant (RC) de 9 000 €/UMO. La situation est encore plus inquiétante pour les exploitations du quart inférieur qui dégagent un RC négatif à -3 400€/UMO.

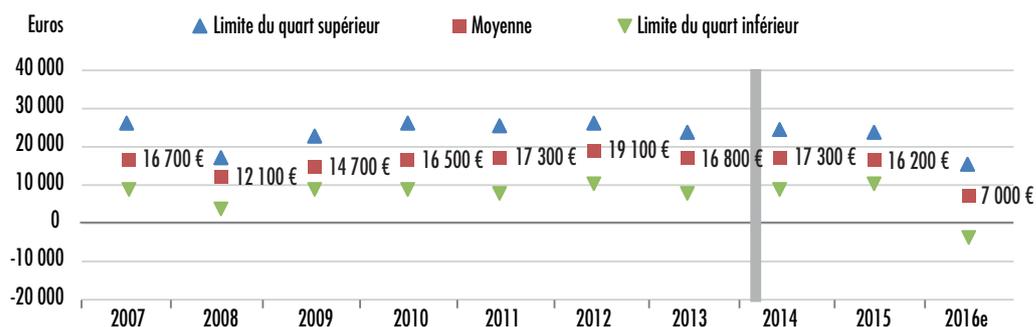
De moindre dimension (1,2 exploitant, 70 vaches et 140 ha de SAU en moyenne), les exploitations du quart inférieur se distinguent par une productivité plus faible (-10 kg/UGB) mais surtout par des charges de structure plus élevées (+ 20 000 €/UMO exploitant), difficilement absorbables lorsque la conjoncture n'est pas au rendez-vous.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2015 ET 2016



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS INTENSIFS

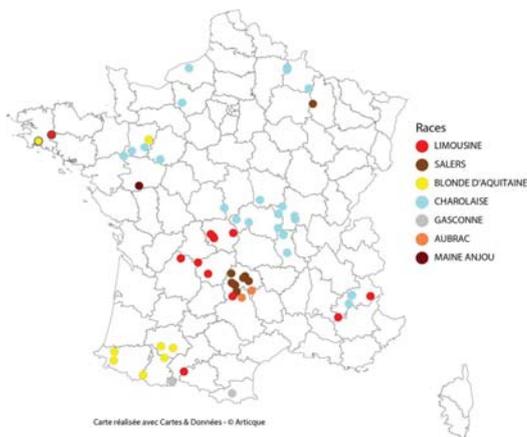
Un marché déprimé qui pèse sur les revenus



DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 110 ha de SAU dont 99 ha de SFP
- 92 vaches allaitantes et 144 UGB
- Productivité moyenne : 306 kg vifs/UGB

LOCALISATION DES 58 EXPLOITATIONS



Le revenu des exploitations spécialisées naisseurs intensifs avait retrouvé quelques couleurs en 2015 mais 2016 a été particulièrement difficile. Le marché morose des animaux maigres, le rebond des abattages de vaches laitières et allaitantes, les rendements et les prix des céréales au plus bas sont autant d'éléments qui expliquent la baisse du produit des ventes et la chute du résultat courant.

Une année noire pour les produits

Le produit total des systèmes naisseurs intensifs chute de 5% par rapport à 2015. Une tendance qui s'explique en premier lieu par des cours des brouards sous pression, en Charolais comme en Limousins. Cette difficulté est liée à un marché des JB peu porteur en France comme en Italie ainsi qu'à la quasi fermeture du marché Turc suite à la FCO.

La forte disponibilité en vaches de réformes issues du troupeau laitier, mais également du troupeau allaitant a pesé sur les prix de vente des femelles allaitantes (-4 à -8% / 2015).

A cela, viennent s'ajouter les cours et les rendements des céréales, catastrophiques en 2016. Le produit des ventes de cultures chute ainsi de 19%.

Pour couronner le tout, les aides s'inscrivent en baisse de -3% par rapport à 2015 où les élevages avaient perçu des soutiens exceptionnels liés à la sécheresse.

Un Résultat Courant divisé par deux

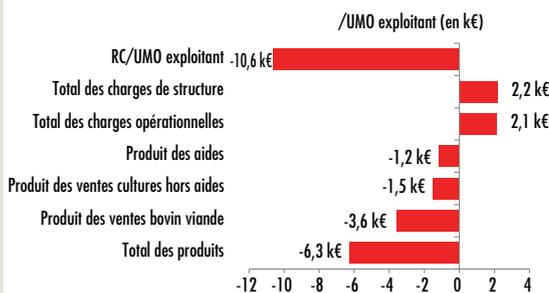
Cette année encore, les aléas climatiques (excès d'eau au printemps, puis sécheresse estivale) expliquent la hausse des charges opérationnelles (+5% / 2015). Les achats d'aliments nécessaires pour pallier les déficits de stocks pour les exploitations situées dans les zones affectées ont pu être conséquents (de 20 à 90 €/UGB).

Les charges de structure sont en hausse malgré le recul du prix du carburant ou du coût du fermage. Les autres frais (matériel, bâtiment, frais généraux...) entraînent une hausse globale de ce poste de près de 3%.

Au final, pour les naisseurs intensifs le résultat courant (RC) estimé en 2016 décroche de plus de 10 000 €/UMO et se situerait à son plus bas niveau depuis 10 ans. La situation est encore plus inquiétante pour les exploitations du quart inférieur qui ont un résultat courant nul.

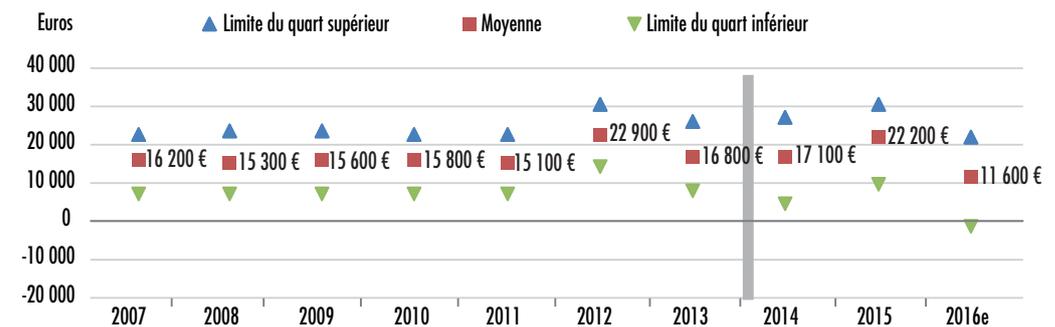
Ces dernières exploitations, de plus petite taille (1,2 exploitants, 105 ha SAU) n'arrivent pas à tirer leur épingle du jeu, ce malgré un produit/UMO plus élevé (+10%/moyenne) du fait d'un niveau de charges opérationnelles et de structure/UMO élevés (de respectivement 25% et 30%).

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2015 ET 2016



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS ENGRAISSEURS DE JEUNES BOVINS INTENSIFS

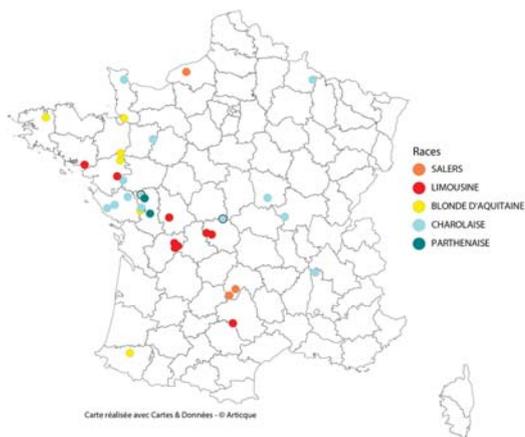
La baisse de l'ensemble des produits affecte le résultat



DONNÉES REPÈRES

- 2 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 141 ha de SAU dont 117 ha de SFP
- 115 vaches allaitantes et 201 UGB
- Productivité moyenne : 376 kg vifs/UGB

LOCALISATION DES 34 EXPLOITATIONS



La poursuite de la dégradation des conjonctures animales liée à une campagne végétale difficile pénalise ces exploitations. Et la deuxième année de convergence des aides découplées n'arrange pas la situation, même si ses impacts sont moins marqués qu'en 2015. Malgré des charges stables, le résultat retombe ainsi à un de ses plus bas niveaux décennaux.

Une baisse importante de l'ensemble des produits

Dégradée notamment pour le cœur de gamme depuis 2014, la conjoncture de 2016 ne déroge pas à la règle pour toutes les catégories. Des baisses sont constatées sur tous les bovins finis, en mâles (-3% pour le Grand Ouest) comme en femelles (-4% à 8%). L'ensemble des cours enregistre leurs plus faibles niveaux depuis trois ans. Les produits issus des ventes de bovins reculent ainsi de près de 5 000 € par UMO (-4%).

Côté PAC, le processus de convergence se poursuit pour la deuxième année. Comme les exploitations de l'échantillon bénéficient en moyenne de références historiques légèrement supérieures à la moyenne nationale, elles sont pénalisées. Au final, avec le stabilisateur de l'aide couplée aux bovins allaitants (ABA), le produit des aides recule de près de 2%.

Si le produit de la vente des grandes cultures ne constitue pas l'essentiel du revenu de ces exploitations spécialisées, les prix et des rendements en baisse (recul moins important dans le Grand Ouest qui constitue le cœur de l'échantillon) entraînent des pertes conséquentes : près de 4 000 € par UMO, soit un quart du produit culture de 2015. De plus, la qualité des produits récoltés n'a pas été au rendez-vous, ni les repousses automnales. La fin de l'hiver s'annonce donc difficile.

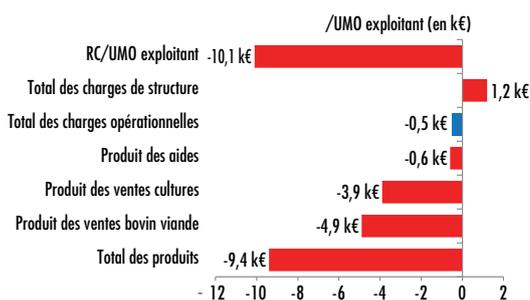
Un résultat en retrait malgré des charges stables

Cette diminution des cours des céréales se traduit également par un léger recul des charges opérationnelles. Mais avec des charges de structure en légère hausse malgré le recul du prix du fermage, l'ensemble des charges augmente légèrement (+1%).

Au final, le résultat courant des naisseurs engraisseurs intensifs recule de 34% (soit plus de 13 cts €/kg vif produit) principalement sous l'effet de la médiocre conjoncture bovine et de la mauvaise campagne végétale.

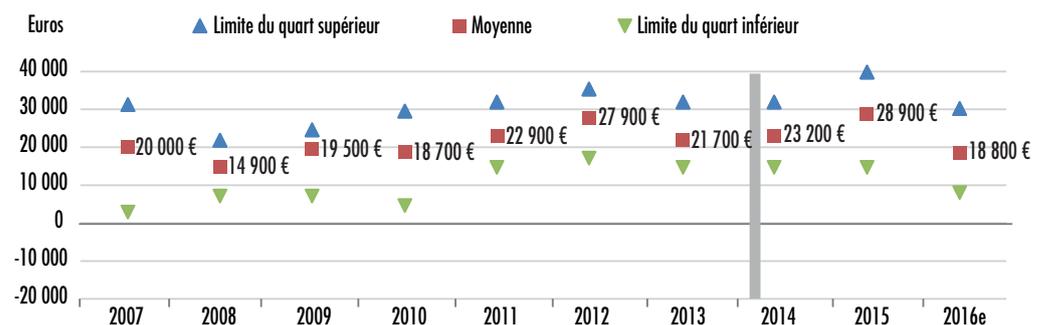
Les exploitations du quartile inférieur sont de taille moindre, avec une part de culture moins importante que les autres exploitations. La plus faible productivité par UGB (-36 kg à la moyenne) doublée de niveaux de charges élevés est une des explications au résultat courant de 2016 inférieur à 10 000 €/UMO.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2015 ET 2016



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISEURS ENGRAISSEURS DE VEAUX DE LAIT SOUS LA MÈRE

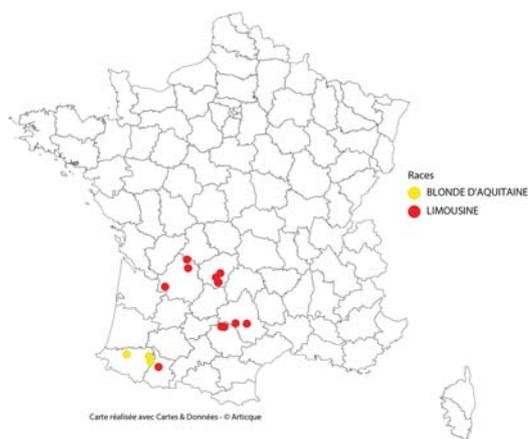
Les veaux labels, une production plus résiliente



DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totales dont 1,9 UMO exploitant
- 101 ha de SAU dont 88 ha de SFP
- 88 vaches allaitantes et 105 UGB
- Productivité moyenne :
228 kg vifs/UGB (veaux sous la mère)
307 kg vif/UGB (veaux Aveyron)

LOCALISATION DES 17 EXPLOITATIONS



Ce système de production de veaux de qualité du grand Sud-Ouest (zone de production du « Veau fermier élevé sous la mère » et « Veaux d'Aveyron et du Ségala ») est caractérisé par une faible productivité en termes de kg de viande produite par UGB ou par UMO. Elle est compensée par la bonne valorisation des veaux au sein de débouchés Label, qui représentent plus des 2/3 des ventes. Ces élevages sont en effet très spécialisés avec un taux de réforme plus faible que les autres systèmes de productions allaitantes.

Sur toute la zone de production, c'est globalement le déficit d'herbe qui a marqué l'année avec une pousse tardive au Nord, pas de regain automnal au Sud et une sécheresse estivale généralisée. Les exploitations ont souvent dû puiser dans les stocks fourragers, ce qui pourrait avoir des conséquences sur les charges alimentaires si l'hiver 2017 devait se prolonger.

Un revenu en baisse

Alors que les revenus étaient relativement stables depuis quelques années, 2016 marque une rupture liée à une accumulation de facteurs défavorables qui ont détérioré le produit.

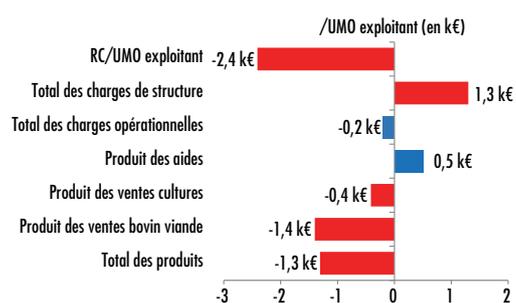
Tout d'abord, les cours des « veaux sous la mère », très saisonniers, ont enregistré un recul précoce à l'approche de la période estivale, tirant à la baisse les produits de qualité intermédiaires et induisant une légère érosion du produit des ventes de veaux (de -0,5 à -1%). Le marché des vaches de réforme étant particulièrement morose, le produit bovin des exploitations accuse une baisse moyenne de 3%.

Dans le même temps, les conditions climatiques du printemps ont eu des conséquences désastreuses sur les cultures, impactant également le produit des cultures de vente (-7%), tant par des baisses de volumes commercialisés que des baisses de prix par défaut de qualité.

Une meilleure résistance des filières qualité face à la crise

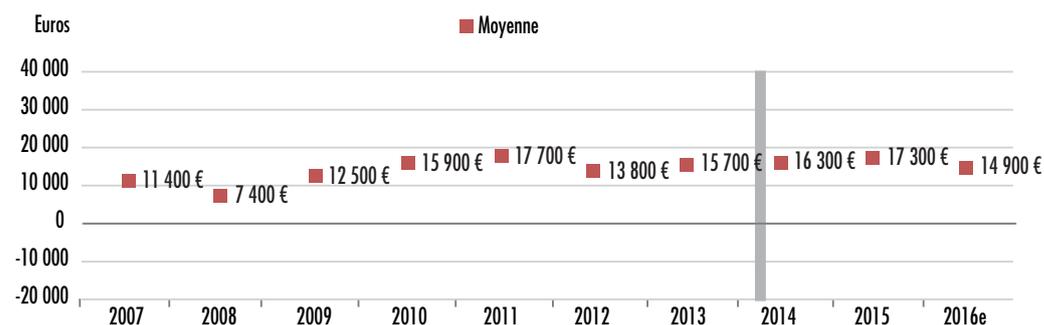
Les aides PAC sont en légère hausse sur les paiements découplés tandis que les aides couplées et les soutiens du second pilier sont globalement stables. La baisse du coût des intrants ne suffit pas à compenser le manque à gagner de cette année 2016, ni la hausse des charges de structure : le résultat courant proche de 15 000 €/UMO exploitant est faible. Il n'est pas épargné par la baisse enregistrée dans tous les systèmes « bovin viande », mais dans une moindre proportion (-13%) montrant la relative résilience des filières de qualité face à la crise.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2015 ET 2016



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES ET NAISSEURS ENGRAISSEURS DE JEUNES BOVINS

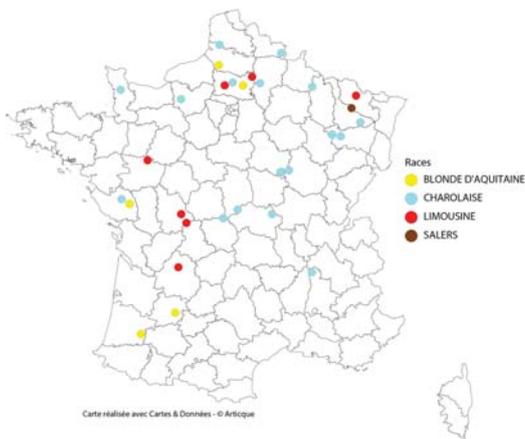
Des résultats économiques extrêmement dégradés par les cultures de vente



DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 189 ha de SAU dont 98 ha de SFP
- 80 vaches allaitantes et 157 UGB
- Productivité moyenne : 396 kg vifs/UGB

LOCALISATION DES 32 EXPLOITATIONS



Dans ces systèmes de polyculture-élevage, tous les produits sont à la baisse. Affectés par la chute des cours de la viande finie, les résultats économiques sont surtout totalement plombés par les rendements catastrophiques et les prix des cultures en 2016.

L'ensemble des produits en baisse

Le produit issu des ventes bovines, essentiellement sous forme de viande finie, est en baisse en moyenne de 4%. Si les cours du jeune bovin ont résisté au premier trimestre, ils ont été néanmoins en retrait plus marqué par la suite. Les cours des femelles ont été les plus impactés tout au long de l'année.

Le produit de l'atelier culture chute de 30% en moyenne et explique à lui seul les trois quarts de la perte des produits de ces exploitations. Les conditions météorologiques du printemps et du début d'été ont particulièrement touché les rendements et la qualité des céréales d'hiver. L'intervention d'assurances « récoltes » ou « aléas climatiques » n'a pas été prise en compte dans nos estimations ; celle-ci peut atténuer la perte de produit pour les exploitations en ayant souscrits.

Enfin, les aides poursuivent leur baisse, essentiellement sous l'effet de la convergence dans nos estimations.

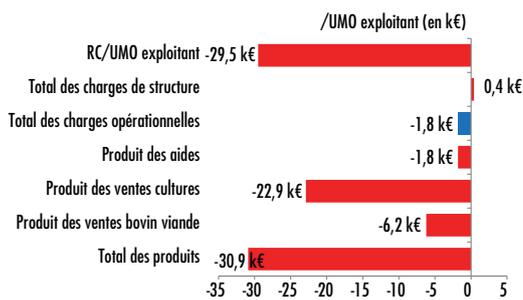
Des revenus dans le rouge

La légère baisse des charges joue peu dans ce contexte. Au final, avec une diminution de près de 30 000€ par UMO, le résultat courant de la moitié des exploitations de l'échantillon bascule en négatif.

Les fermes dont le résultat courant estimé pour 2016 est dans le quart inférieur de l'échantillon subissent une baisse moyenne de leur résultat courant de plus de 42 000 € ! Elles sont plus intensives (1,9 UGB/ SFP, 408 kgv/UGB) et leur part de cultures de vente est plus importante (127 ha en moyenne). Le poids des charges opérationnelles (45% du produit en moyenne) et des charges de structure est aussi élevé dans ce groupe.

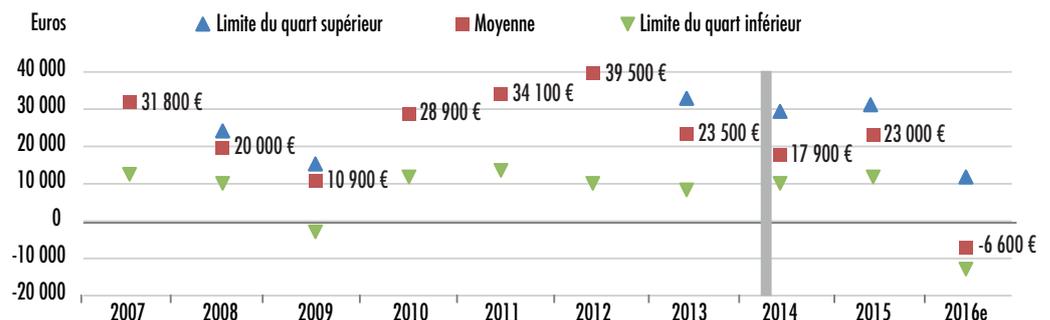
Celles du quart supérieur ont un produit par UMO inférieur mais leurs résultats sont moins impactés par le poids de l'atelier culture. Par ailleurs, la maîtrise des charges opérationnelles et de structure (33% de charges opérationnelles/produit) limite de moitié la baisse du résultat courant (-20 000 €/UMO).

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2015 ET 2016



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES ET ENGRAISSEURS DE JEUNES BOVINS

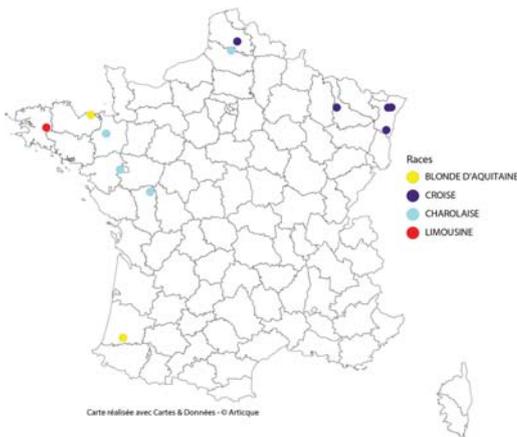
La campagne céréalière bouscule le résultat



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 120 ha de SAU dont 40 ha de SFP
- 154 UGB
- Productivité moyenne : 767 kg vifs/UGB

LOCALISATION DES 14 EXPLOITATIONS



Les fermes avec engraissement de jeunes bovins sont des exploitations de polyculture-élevage situées dans l'Ouest et le Nord-Est. Elles ont des niveaux de productivité élevés (767 kg vif/UGB). Seulement le tiers de la surface est réservé à l'alimentation des jeunes bovins et la part de culture de ventes est importante. Si les prix de la viande en retrait ou la convergence des aides PAC amputent le produit de ces exploitations, c'est bien la campagne céréalière qui est le premier facteur de l'effondrement du résultat en 2016.

Effondrement du revenu lié à la mauvaise année en céréales

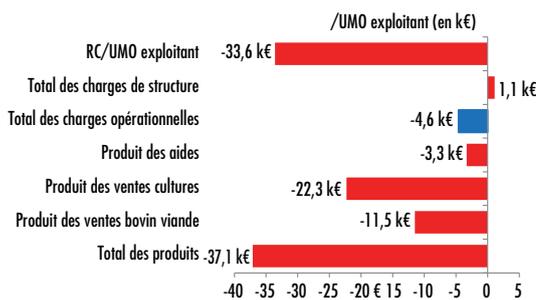
Dans ces exploitations, en 2016, les produits issus des cultures ont chuté de 27%. Cela est principalement lié aux faibles rendements des cultures dans les zones concernées ainsi qu'à la baisse des cours des céréales. Les causes sont multiples et les effets ont été très variables selon les exploitations et les régions. La campagne céréalière a eu aussi des conséquences sur les charges dédiées aux ateliers d'engraissement, car des achats complémentaires de concentrés ont été nécessaires pour pallier la chute de rendement.

Parallèlement, la conjoncture de la viande bovine s'est aussi dégradée avec un recul des prix des jeunes bovins de 2 à 3% sur l'année alors que les prix d'achat des broutards sont restés stables en début d'année. Effet induit par le recul de la valeur des céréales et malgré les achats supplémentaires de fourrages et de concentrés, les coûts alimentaires ont baissé : ils diminuent de 21 €/jeune bovin. Au final, les marges d'engraissement baissent en 2016 d'environ 30 € par taurillon, mais elles restent encore favorables comparativement aux très mauvaises marges observées sur les cultures.

La baisse des aides renforce la dégradation du revenu

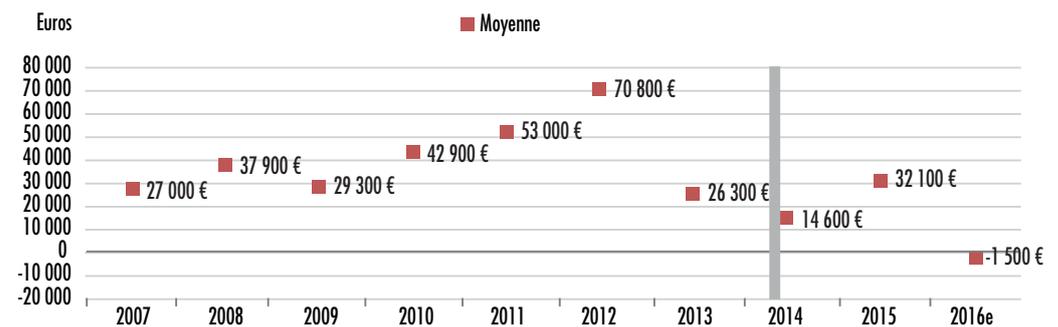
Cela ne s'était pas fait beaucoup sentir en 2015, mais les résultats de 2016 risquent de mettre aussi en exergue la baisse des DPU par ha dans ces exploitations fortement dotées. De 397 € d'aides découplées en moyenne par ha, elles ont baissé de 10% en 2016, soit de - 4300 € par exploitation. Au final, les excédents bruts d'exploitations perdent 19800 € par UMO, ce qui placent les revenus courants dans le rouge à -1 500 €/UMO exploitant. Pour la première fois, le fait de « ne pas avoir tous ses œufs dans le même panier » dessert donc ces exploitations diversifiées.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2015 ET 2016



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014

6

LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE



Nouvelle hausse de la production

Pour la deuxième année consécutive, la production française de veaux a progressé (+1%/2015), rompant ainsi avec le recul tendanciel de ces dernières décennies. À l'opposé de 2015 où la hausse était liée à un alourdissement contraint des carcasses, l'évolution de l'année 2016 a reposé sur une très légère hausse du nombre de veaux abattus et une petite hausse des poids. Un rebond qui n'a cependant pas permis de conserver la place de premier producteur de veau en Europe, laissée aux Pays-Bas qui ont enregistré une production record. Les prix des veaux gras ont globalement reculé, en moyenne de 2% sur l'année.

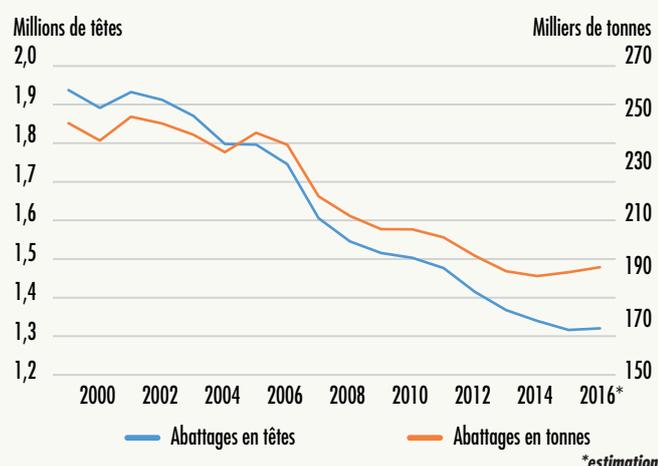
LE MARCHÉ DU VEAU DE BOUCHERIE

PRODUCTION FRANCE 2016

192 000 téc

C'est le volume de veaux produits en 2016.

ABATTAGES ANNUELS DE VEAUX DE BOUCHERIE EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

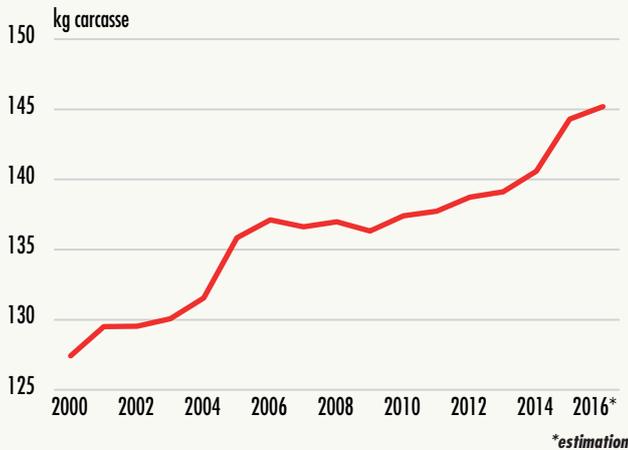
Pour la deuxième année consécutive, la production française de veau de boucherie a enregistré une hausse (+1%/2015 à 192 000 téc), rompant ainsi avec la baisse tendancielle enregistrée ces dernières décennies.

En 2015, la hausse de production était due à un alourdissement contraint des carcasses, compensant largement la baisse du nombre de veaux abattus. En 2016, l'évolution de la production repose sur une très légère hausse des abattages en têtes (1,32 million de têtes) et une légère progression des poids (moins de 1% par rapport à 2015). L'excès d'offre connu au cours de l'été 2015 a été évité, fluidifiant les sorties. Les abattages des derniers mois de l'année ont été particulièrement dynamiques, permettant de compenser la chute de production du mois de septembre.

La filière veaux de boucherie valorise en moyenne 17% de l'ensemble des veaux nés en France, 30% des veaux laitiers et même 75% des mâles laitiers. La hausse de production en 2016 est cependant surtout le fait des veaux croisés lait x viande, dont les abattages et les poids ont progressé.

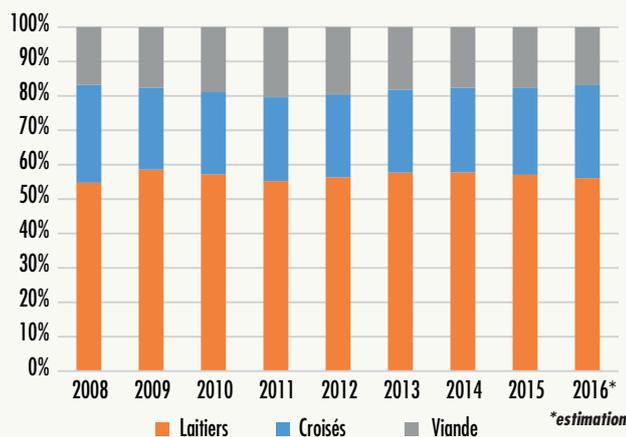
PRODUCTION FRANCE 2015

ÉVOLUTION DES POIDS CARCASSE FRANÇAIS



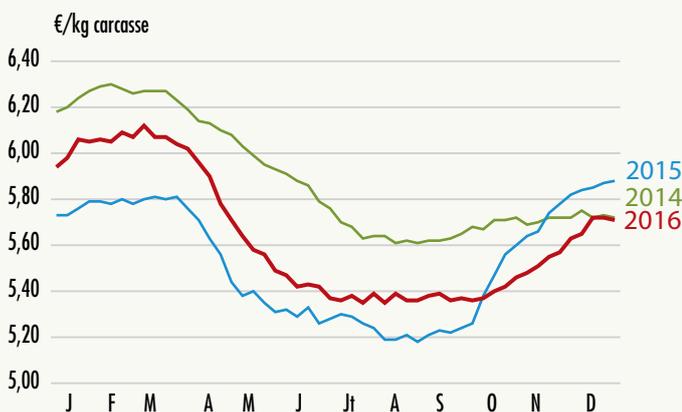
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

RÉPARTITION DES TYPES RACIAUX ABATTUS EN FRANCE (EN TÊTES)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SPIE et Normabev

COTATION DU VEAU ROSÉ CLAIR O



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Après une forte hausse des poids carcasse en 2015, la progression modérée en 2016, moins de 1%, a porté les poids moyens à un niveau encore jamais atteint.

En 2016, les carcasses de veaux ont poursuivi leur alourdissement, entamé dans les années 60. L'année 2015 avait été marquée par une très forte hausse, subie, du poids moyen, suite à un déséquilibre offre-demande au cours de l'été. 2016 est revenue dans l'évolution moyenne décennale, avec une hausse de plus de 1 kg/tête, soit un peu moins de 1% par rapport à 2015. Porté à 145,2 kg carcasse, +12% en 15 ans, le poids moyen annuel atteint un nouveau record.

Cette nouvelle hausse s'inscrit donc dans la tendance structurelle à augmenter le poids de carcasse cible et à rechercher de meilleures performances de croissance pour amortir le prix du veau nourrisson et le coût de l'alimentation animale. En 2016, la baisse des prix de l'aliment d'allaitement et les bas prix des petits veaux n'ont pas forcément incité les intégrateurs à faire évoluer rapidement les rations alimentaires pour réaliser des gains de poids importants. Les hausses de poids d'une année sur l'autre sont en effet concentrées sur les animaux de races à viande (+3 kg carcasse) et croisés lait x viande (+1,5 kg carcasse) tandis que les poids des veaux laitiers sont restés stables.

En 2016, la proportion de veaux laitiers abattus a reculé, au profit des veaux croisés.

Entre 2011 et 2014, les veaux laitiers ont pris une place croissante dans les abattages de veaux en France, passant de 55,2% à 57,7%. 2015 et surtout 2016 ont marqué une rupture de tendance, avec une hausse de la proportion de veaux croisés, de 24,6% à 27%. Cette évolution est la conséquence d'une hausse des naissances de veaux croisés lait x viande (+9%/2015), résultat de la diffusion des semences sexées et de la crise laitière qui incitent, à l'inverse, à croiser une partie des femelles. Mais elle proviendrait également d'une volonté de certains intégrateurs de se porter sur ce secteur pour des raisons stratégiques. Cette hausse de la part des veaux croisés, cumulée à la hausse des poids carcasse, explique en grande partie la croissance de la production vitellière en 2016.

Le corolaire est un recul de la proportion de veaux laitiers, de 57,7% en 2014 à 56,1% en 2016. Les veaux de type viande poursuivent leur repli structurel, de plus de 20% en 2011 à moins de 17% en 2016.

Le bilan de l'année 2016 en termes de prix est mitigé. Si le prix du veau rosé clair O a rebondi, celui du veau rosé clair R, qui englobe notamment les veaux croisés, est resté très bas.

À 5,64€/kg carcasse, la cotation nationale du veau rosé clair O, qui constitue la plus grosse partie des veaux abattus, a regagné 2% sur le niveau historiquement bas de 2015. Cette remontée a été visible sur les trois premiers trimestres de l'année, malgré une forte baisse saisonnière. Le dernier trimestre a par contre affiché une hausse saisonnière tardive et limitée, suite à un festival du veau décevant.

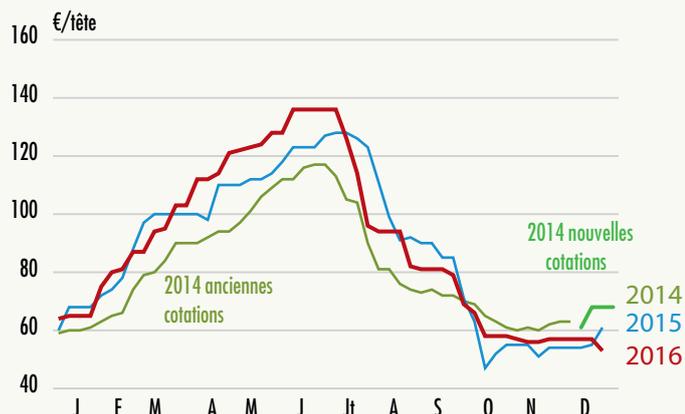
La situation a été plus morose pour les autres catégories de veaux. En 2016, la cotation des veaux rosé clair R n'a pratiquement jamais dépassé celle de 2015, affichant en moyenne sur l'année une baisse de 2%. Ce niveau, le plus bas depuis 2010, peut s'expliquer par l'offre de veaux croisés en hausse sur le marché en 2016.

Au total, le prix moyen pondéré des veaux de boucherie français a reculé de 2% sur l'année. À 5,73 €/kg carcasse, il s'agit de son plus faible niveau depuis 2010.

6 LE SECTEUR DES VEAUX DE BOUCHERIE

VEAUX NOURRISSONS

COTATION DU VEAU NOURRISSON (VEAU MÂLE TYPE LAIT DE 45-50 KG)

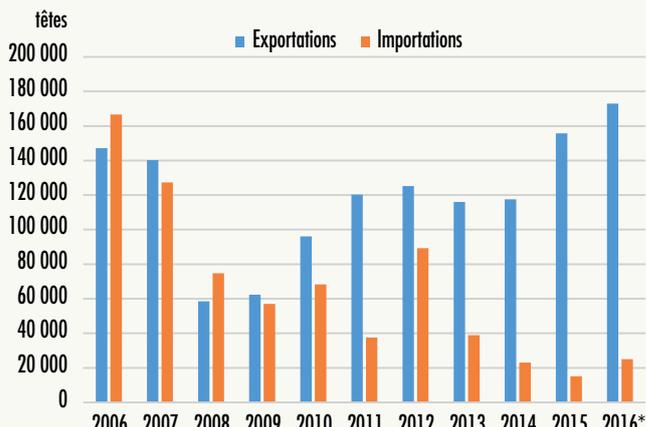


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les cotations des veaux nourrissons ont été proches de celles de 2015, tandis que le commerce de petits veaux a été très dynamique à l'export.

Les cours des veaux nourrissons en 2016 ont suivi une évolution proche de celle de 2015. À 89,5 €/tête en 2016, la moyenne annuelle des veaux de type lait de 45-50 kg se situe 2% au-dessus de celle de l'année précédente. L'amplitude intra-annuelle, compte tenu de la hausse saisonnière au 1er semestre et de la baisse saisonnière au second, est également très proche, 79 € en 2016 contre 81 € en 2015. L'évolution a été plus contrastée pour les veaux de type viande dont la cotation a reculé de 11% sur l'année par rapport à 2015, sous le poids des nombreuses naissances des veaux croisés lait x viande (+9%/2015).

COMMERCE FRANÇAIS DE VEAUX DE MOINS DE 80 KG

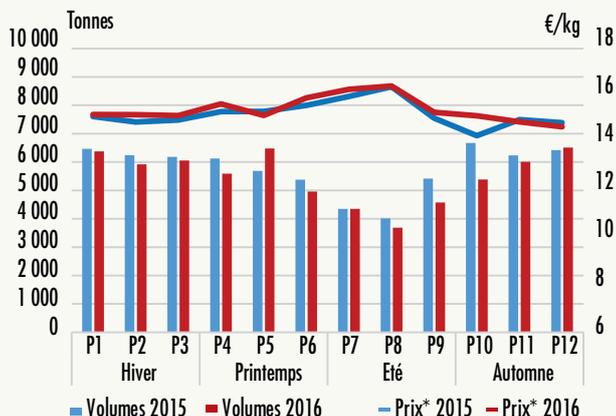


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises *estimation

Au total sur l'année, les exportations de veaux de moins de 80 kg ont poursuivi la tendance haussière entamée en 2015 et enregistrent leur plus haut niveau depuis 2004, avec plus de 170 000 têtes (+12%/2015). Les perturbations dues à la FCO en début d'année n'ont pas affecté les envois vers l'Espagne, qui reste notre principal client avec 95% des veaux nourrissons exportés. Interdits pendant plus de deux semaines, les envois vers la péninsule Ibérique se sont au final bien tenus, grâce à l'activation d'un protocole d'accord temporaire. Les importations ont fortement progressé (+70%/2015) mais restent relativement faibles, avec moins de 25 000 têtes. 2016 s'affiche comme la 3^{ème} année la plus basse de la décennie. Le solde commercial devrait ainsi être le plus important depuis 2003, malgré un cheptel laitier inférieur de 9%.

CONSOMMATION FRANCE 2016

ACHATS DE VIANDE DE VEAU PAR LES MENAGES



*il s'agit de la valeur totale / le volume, ce prix n'est donc pas celui d'un panier constant, il traduit à la fois les évolutions de prix moyen des produits et les évolutions de la structure des achats

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar/Interbev

Les achats des ménages ont de nouveau reculé de 5% en 2016 et le prix d'achat moyen a progressé de 1,2% (+18 centimes) d'après le panel Kantar (sur les 12 premières périodes).

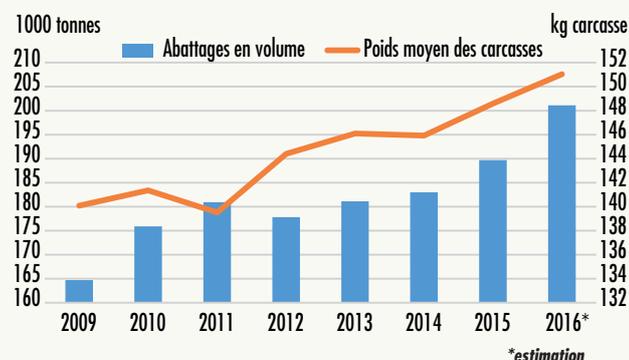
Les achats de veau par les ménages restent saisonniers et dépendants des opérations commerciales organisées par la filière, même si 2016 s'est montrée un peu atypique. Le Festival du veau en fin d'hiver ainsi que la promotion du « veau de la Pentecôte » ont une nouvelle fois permis de limiter le recul, à défaut de fortement dynamiser les ventes, encadrant un été morose. Mais l'effet du second Festival, a été très limité et la consommation automnale n'a réellement décollé qu'après les opérations commerciales. Les achats de viande piécée ont reculé au même rythme que ceux de viandes élaborées. On note cependant une nouvelle progression en volume pour le haché frais pur veau (+6%/2015), bien supérieure à celle des hachés frais pur bœuf (+0,6%). Les ventes en hyper et *hard discount* ont fortement reculé en volume (-7% et -15%/2015) tandis que celles en boucherie ont progressé (+3%/2015).

À 15,42 €/kg sur l'année, le prix moyen des achats des ménages a repris sa tendance haussière en progressant de 1,2%.

PRODUCTION ET PRIX PAYS-BAS 2016

Pour la quatrième année consécutive, la production néerlandaise enregistre en 2016 une hausse en volume comme en têtes. Mais cette hausse s'est effectuée aux dépens des cours qui se sont fortement dégradés.

PRODUCTION DE VEAUX DE BOUCHERIE AUX PAYS-BAS



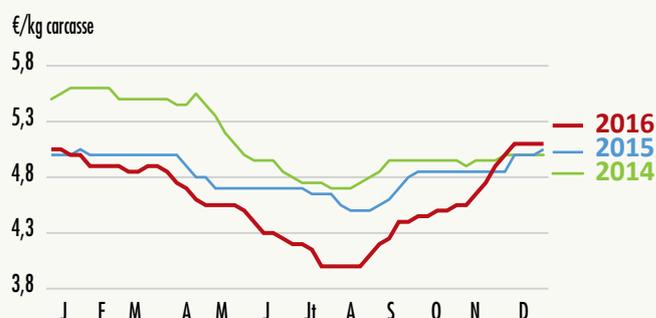
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

La production néerlandaise de veau de boucherie a bondi de plus de 6% en volume en 2016, dépassant les 200 000 têtes pour la première fois depuis l'application de la nouvelle dénomination du veau en 2008. Les Pays-Bas deviennent ainsi le premier producteur de veau en Europe, devant la France. Si les poids carcasse ont progressé de près de 2% en moyenne, l'évolution de la production est surtout due à une hausse des abattages en têtes (+4%/2015) qui aurait été le fait d'éleveurs indépendants, producteurs de veaux dits « rosés de moins de 8 mois », cherchant à profiter des bas coûts de l'alimentation et des veaux nourrissons.

201 000 téc

C'est la production néerlandaise en 2016, en hausse de 6% /2015.

EVOLUTION DU PRIX DU VEAU DE BOUCHERIE PIE-NOIR NÉERLANDAIS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après RVO

Cette offre abondante, conjuguée à des exportations en recul au cours de l'été, s'est transformée en surplus, obligeant les abatteurs à stocker une partie des volumes. Les prix ont pâti de ce décalage offre-demande. À 4,59 €/kg carcasse, la moyenne annuelle du cours des veaux pie-noir enregistre un repli de 10% sur 2015 et son plus bas niveau depuis 2010. Des abattages en recul sur les derniers mois de l'année ont enclenché une forte hausse saisonnière, permettant aux cours de terminer l'année au-dessus des niveaux des deux années précédentes.

PRODUCTION UNION EUROPÉENNE 2016

ABATTAGES DE VEAUX DE BOUCHERIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

(1000 téc)	2011	2012	2013	2014	2015	2016*	2016/2015 (%)
Pays-Bas	181	178	181	183	190	201	+6%
France	203	196	190	188	190	192	+1%
Italie	117	115	94	89	92	93	+1%
Belgique	51	50	52	53	57	61	+7%
Allemagne	45	48	45	47	48	47	-2%
Autres pays	81	81	76	72	65	52	-20%
UE à 28	678	668	638	632	642	646	+1%

*estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et SSP

La production européenne de veaux a progressé en 2016, tirée par les gros pays producteurs. La production augmente à nouveau fortement en Belgique.

Après six années de recul, la production européenne de veaux enregistre en 2016 une deuxième hausse consécutive (+1% /2015, à 646 000 têtes). Cette évolution est à mettre sur le compte des grands pays producteurs, en tête desquels les Pays-Bas dont les abattages en volume ont progressé plus de 6%, mais également la Belgique (+7%), la France et l'Italie affichant des hausses de 1%. La production allemande a légèrement reculé (-2%).

La concentration de la production chez les 5 principaux producteurs ne cesse de s'accroître, avec un recul des volumes de 20% chez les 23 autres pays producteurs en 2016. Les plus fortes baisses sont enregistrées en Pologne (-60%), en Roumanie (-30%) et en Espagne (-20%).



6 LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE



LES REVENUS

ÉLÉMENTS ÉCONOMIQUES EN ATELIER VEAUX DE BOUCHERIE — BASE ET MÉTHODE DE CALCUL

Les estimations des paramètres économiques présentés sont établies à partir de l'Observatoire technico-économique veaux de boucherie. Ce dispositif est piloté par les Chambres d'agriculture de Bretagne et des Pays de la Loire. Cet observatoire, créé sur l'initiative des éleveurs de veaux de boucherie en 2009 en Bretagne et en 2014 en Pays de la Loire, permet de disposer de références sur les résultats technico-économiques.

Le dispositif assure aujourd'hui le suivi de 76 producteurs de veaux de boucherie en Bretagne et Pays de la Loire. Ainsi, l'échantillon représente plus 26 000 places de veaux, soit environ 10 % de la production des deux régions et environ 3,5% de la production nationale.

Les exploitations observées pratiquent souvent d'autres activités que la production de veaux de boucherie. Cela peut entraîner des phénomènes de compétition entre productions, à la fois en terme de travail ou d'investissements. Toutefois des complémentarités sont aussi à souligner (gestion des aléas de conjoncture, règles environnementales...).

TPOLOGIE DES EXPLOITATIONS

PRODUCTEURS DE VEAUX DE BOUCHERIE (MOYENNES 2015)	PART DE L'ÉCHANTILLON ENQUÊTÉ	NOMBRE DE PLACES	UMO TOTALE	SAU	AUTRES PRODUCTIONS
SPÉCIALISÉS	11%	391	1,1	3	-
AVEC CULTURES	28%	460	1,5	43	-
AVEC ATELIER LAIT	29%	227	2,5	92	483 000 l
AVEC ATELIER VIANDE BOVINE	20%	316	1,9	85	58 VA
AVEC ATELIER VOLAILLES	5%	349	2,5	64	1 400 m ²
MIXTES	8%	-	-	-	-

Source : Observatoire technico-économique, Chambres d'agriculture Pays de la Loire - Bretagne, 2016

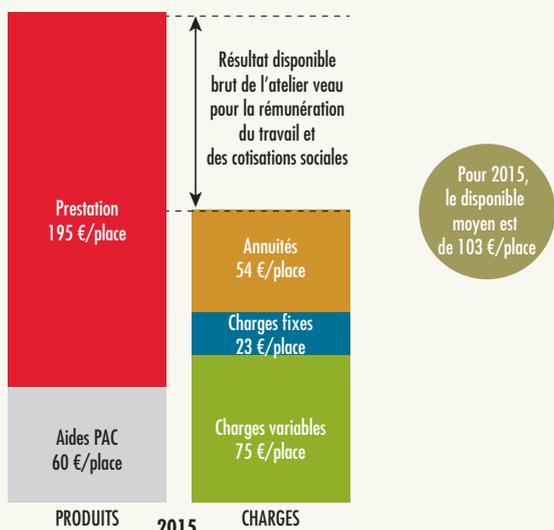
L'approche du résultat économique annuel de l'atelier veaux de boucherie est basée sur les données moyennes observées. L'atelier moyen est défini sur la base de la productivité moyenne observée : 328 places de veaux de boucherie pour 1 UMO.

MÉTHODE DE CALCUL RETENUE ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES D'ÉVOLUTION

La méthode permet de déterminer un résultat disponible de l'atelier veau pour la rémunération du travail et les cotisations sociales. Les résultats 2015 sont constatés et ceux pour 2016 estimés.

Pour 2016, les évolutions des principaux postes étudiés (énergie notamment) suivent les tendances nationales issues de l'IPAMPA et les données relevées dans l'Observatoire technico-économique veaux de boucherie. Les paiements PAC suivent les évolutions annoncées par les pouvoirs publics. Concernant les prestations, les données sont issues de l'Observatoire (relevé partiel pour la campagne 2016).

MÉTHODE DE CALCUL ET RÉSULTATS DANS LE CAS ÉTUDIÉ



Source : Observatoire technico-économique, Chambres d'agriculture Pays de la Loire - Bretagne, 2016

	VARIATIONS (%) 2016/2015
CHARGES VARIABLES	
Gaz	-13,5%
Électricité	+3,1%
Eau	+0,7%
Lavage	+0,6%
Épandage	+0,6%
Assurance	+0,4%
Entretien matériel bâtiment	+0,5%
Frais élevage	+2,7%
Main-d'oeuvre occasionnelle	+0,6%
CHARGES FIXES	+2,8%

Source : IPAMPA et Observatoire

	VARIATIONS (%) 2016/2015
DPU	-13%
Prestation	+3,7%

Source : MAAF

LEXIQUE

- Disponible (€/UMO exploitant) : résultat disponible de l'atelier veau pour la rémunération du travail, les cotisations sociales et l'autofinancement.
- Charges variables : dépenses qui ont donné lieu à des flux monétaires au cours de l'exercice comptable (gaz, électricité, eau, lavage, épandage, assurance, entretien matériel et bâtiment, frais d'élevage et main-d'oeuvre occasionnelle). Chaque poste est ajusté des variations de stocks correspondantes.
- Charges fixes : dépenses qui ont donné lieu à des flux monétaires au cours de l'exercice comptable. Ils recouvrent les honoraires (comptabilité, prestations de services), les frais et services bancaires, les cotisations professionnelles, les impôts, taxes, le Frais Financiers CT...
- UMO exploitant : Unité de main d'œuvre exploitant : correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

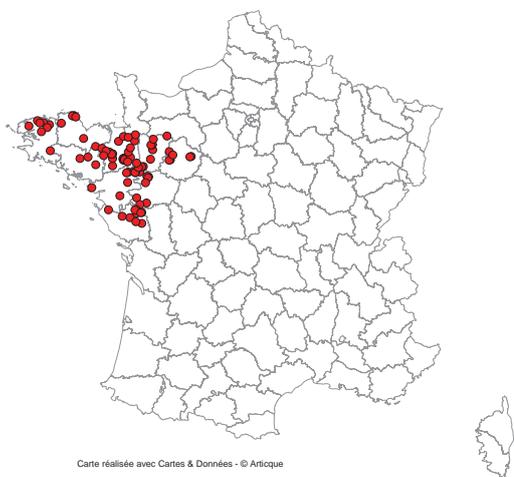
6 LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE DES SOUTIENS PAC TOUJOURS EN BAISSE, DES NIVEAUX DE CHARGES QUI SE DÉTENDENT ET DES PRESTATIONS RÉÉVALUÉES



DONNÉES REPÈRES POUR 2015

- 1 UMO totale
- 328 places avec rotation de 1,88 bande/an
- Taux de mortalité de 4%

LOCALISATION DES 76 EXPLOITATIONS



En 2016, en dépit de la réévaluation des prestations et d'une production correcte, les élevages de veaux de boucherie enregistrent une diminution des résultats. La baisse du niveau d'aides PAC, amplifiée par l'augmentation des charges fixes, expliquerait cette baisse de revenus.

La réévaluation des prestations compense la baisse des aides PAC

La production de veaux de boucherie a été directement affectée par la convergence des soutiens découplés. Ainsi, en 2015, le produit PAC des ateliers de veaux de boucherie a été amputé de 3 200 €/UMO. En 2016, l'Observatoire estime une baisse de soutien pour les ateliers spécialisés de 8 €/place soit 2 600 €/UMO par rapport à l'année précédente.

En parallèle, les niveaux de prestations versées par les intégrateurs ont augmenté dans des proportions variables selon les intégrateurs. Si la tendance constatée début 2016 se confirme, le niveau moyen de prestations par veau produit augmentera de 4 € passant de 109 € à 113 €/veau sorti. Cette réévaluation des prestations compense le recul des aides mais ne permet pas de répondre aux besoins d'investissement et de modernisation des bâtiments.

Évolution contrastée pour les charges fixes et variables

Depuis 2014, l'évolution des charges variables s'est retournée. En effet, le prix du gaz a connu une baisse régulière, en corrélation avec la chute du prix du pétrole. Cette tendance s'est poursuivie jusqu'en 2016 et a permis de modérer la hausse des autres charges variables (électricité, eau...). En 2015, les charges variables étaient en moyenne de 74,5 €/place. En 2016, le recul du prix de l'énergie entraîne une diminution de ce poste de l'ordre de 500 €/UMO (à 73 €/place).

En parallèle, les charges fixes, qui recouvrent plusieurs postes comme les frais financiers CT, la compatibilité, les assurances, ont augmenté légèrement en 2016 (+2,8% /2015).

Des investissements toujours actifs

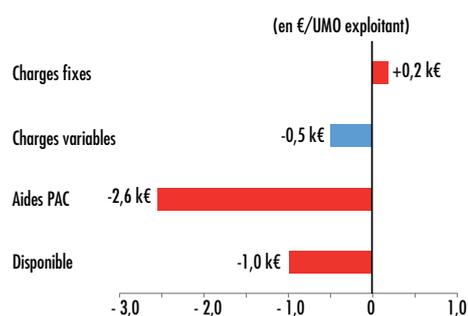
D'après l'Observatoire, les investissements s'élevaient en moyenne à 27 550 €/élevage en 2016. Une partie de ces investissements a été subventionné (Plan pour la compétitivité et l'adaptation des exploitations, aides MSA, aides des intégrateurs). Malgré ces subventions, la hausse des annuités liées aux nouveaux investissements resserre le revenu disponible.

2015-2016 : résultat disponible en baisse

Le résultat disponible brut moyen pour la rémunération du travail et des cotisations sociales de l'atelier veau s'établit à environ 33 000 €/UMO en 2015. En 2016, il devrait tomber à 32 000 €/UMO, soit -3% /2015.

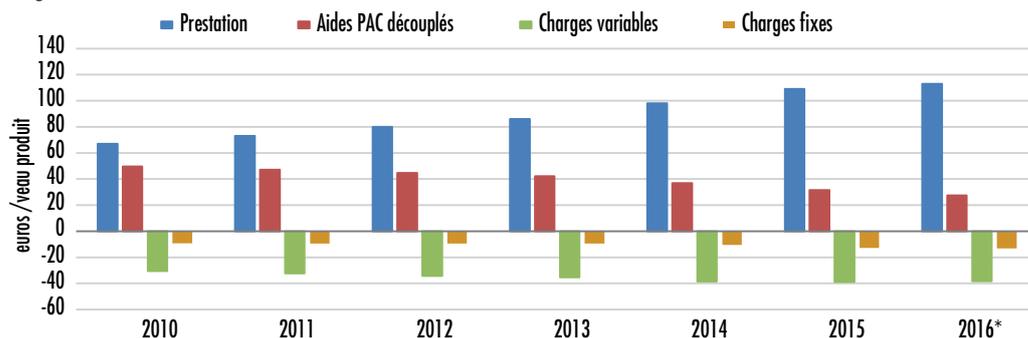
Des écarts importants de résultats sont observés. Ils sont expliqués par le montant des prestations (32 €/veau d'écart entre le ¼ inférieur et supérieur), le niveau des charges et le montant des annuités. Ainsi, le résultat disponible va du simple au double d'un élevage à l'autre. Un écart de + ou - 3 € de charges par place génère une fluctuation du disponible de + ou - 1 000 €/UMO.

ÉLÉMENTS ÉCONOMIQUES ENTRE 2015 ET 2016



Source : Observatoire technico-économique veaux de boucherie - traitement GEB-Institut de l'Élevage

POSTES DE PRODUITS ET CHARGES - DONNÉES ANNUELLES



* : estimation, les données d'annuités (nécessaires au calcul du disponible) ne sont pas spécifiées.

Source : Observatoire technico-économique veaux de boucherie - traitement GEB-Institut de l'Élevage



LES PRÉVISIONS 2017



Le rebond de production se poursuit

La production française de viande bovine augmenterait en 2017 (+1% /2016) pour la quatrième année consécutive. Des sorties supplémentaires de vaches allaitantes sont en effet attendues étant donnée la dynamique du cheptel. La place laissée aux importations sur le marché français se réduira donc encore. Les exportations de viande pourraient quant à elles légèrement progresser. La consommation par bilan baisserait alors de 1%. La production européenne est également attendue en hausse, de l'ordre de 1%.

FRANCE 2017

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE

1 000 téc	2013	2014	2015	2016 e	2017 p	2016 e/15	2017 p/2016 e
Abattages	1 441	1 451	1 485	1 499	1 508	+1%	+1%
Dont : Femelles	750	772	799	825	840	+3%	+2%
Taurillons et	430	421	423	410	406	-3%	-1,0%
Bœufs	70	70	72	73	72	+0%	-1%
Veaux de bo	190	188	190	192	191	+1%	-1%
Imports viande	378	361	343	316	300	-8%	-5%
Exports viande	240	229	236	242	247	+3%	+2%
Consommation	1 579	1 583	1 583	1 573	1 561	-0,6%	-1%
Export brouards (10	981	955	1034	1 061	1 050	+3%	-1%

e : estimations
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP, douanes et prévisions propres

Hausse de production, baisse de consommation

La production française de bovins finis devrait augmenter d'un peu moins de 1% en 2017. Les réformes allaitantes plus nombreuses et la hausse légère des poids carcasse de chaque catégorie compenseront la baisse de production de mâles. La consommation de viande bovine devrait poursuivre son érosion.

Les disponibilités accrues en femelles réduiront de nouveau les besoins à l'import. L'obligation d'étiquetage de l'origine des viandes sur les plats préparés incitera en outre les transformateurs à utiliser plus de viande française. Les volumes importés diminueront donc pour la 4^{ème} année consécutive.

Les exportations de viande pourraient augmenter légèrement. En effet, non seulement la demande française pour le JB sera restreinte étant donnés les volumes de viande de femelles sur le marché, mais certains marchés exports seront demandeurs, comme la Grèce et l'Allemagne. Seul le débouché italien pourrait stagner.

Toujours plus de femelles

Les abattages de femelles devraient de nouveau progresser en 2017 (+2%/2016 en tonnages), après une hausse de plus de 3% en 2015.

Le cheptel de vaches allaitantes, en hausse de +0,5% en début d'année, devrait poursuivre vers la stabilisation initiée depuis quelques mois. Ceci libèrera davantage de réformes, d'autant que les génisses prêtes à entrer en production restent nombreuses. Les abattages de génisses de boucherie devraient rester relativement stables. Les poids de carcasses des femelles de type viande poursuivront leur hausse tendancielle.

Le rythme des réformes laitières devrait se maintenir au niveau de 2016 dans l'hypothèse d'une poursuite de l'érosion tendancielle du cheptel laitier et d'une amélioration de la conjoncture des produits laitiers.

Des exports de broutards autour de 1,050 million de têtes

Les exportations de broutards pourraient légèrement diminuer (-1%) tout en restant à un niveau élevé.

L'offre devrait être globalement stable, en très légère baisse pour les mâles et en hausse pour les femelles en raison du ralentissement de la capitalisation allaitante.

La demande italienne pourrait s'éroder à partir du second semestre si le marché transalpin du JB devenait lourd. Mais l'évolution vers davantage de femelles se poursuivra. Les flux vers l'Espagne devraient rester dynamiques. L'ouverture du marché israélien pourrait compenser le quasi arrêt des ventes vers la Turquie.

Baisse en bœufs et taurillons

La production française de taurillons baisserait de 1% en 2017. Un nouveau recul significatif est prévisible pour les jeunes bovins laitiers dont les mises en place ne cessent de diminuer. La légère baisse des sorties de jeunes bovins de type viande serait quant à elle compensée par la hausse structurelle des poids de carcasse. Les exportations de JB vivants pourraient augmenter légèrement sous l'effet de l'aide à l'allègement des JB qui stimulera les expéditions en vif en janvier et février.

La production de bœufs devrait reprendre sa baisse tendancielle en 2017 (-1%/2016). Le nombre de mâles laitiers et croisés de plus de 24 mois présents en ferme était en effet en légère baisse en début d'année.

Baisse de la production de veau de boucherie

La production de veaux de boucherie devrait reprendre sa baisse tendancielle (-1% en tête).

Le recul des effectifs sera partiellement compensé par une hausse modérée des poids de carcasse (+0,5%/2016), dans la tendance observée sur le long terme.

Les difficultés sur le marché des veaux croisés en 2016 semblent inciter les intégrateurs à réduire les mises en place de ce type de veaux au profit des veaux laitiers. Davantage de petits veaux croisés ont d'ailleurs été exportés vers l'Espagne en 2016.

UNION EUROPÉENNE 2017

La hausse de production dans l'UE à 28 devrait ralentir en 2017 (+0,7%)

La production en Irlande et aux Pays-Bas devrait augmenter significativement. La France, l'Espagne et la Pologne enregistraient des hausses plus modérées. Le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne pourraient en revanche voir leur production diminuer.

La hausse des exportations sur pays tiers devraient se poursuivre. C'est un objectif affiché par de nombreux Etats membres, en particulier l'Irlande, et la remontée des cours du pétrole pourrait relancer le pouvoir d'achat de nombreux clients. Les importations de l'UE devraient également augmenter, via un meilleur remplissage des contingents européens.

Les disponibilités consommables resteraient en légère hausse mais la consommation par habitant se stabiliserait, avec des dynamiques différentes selon les pays, toujours robuste en Europe du Nord et morose dans le Sud.

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE DANS L'UE À 28

1000 téc	2013	2014	2015	2016 e	2017 p	2016 e/15	2017 p/2016 e
Abattages	7 272	7 326	7 583	7 757	7 811	+2%	+0,7%
Imports viande	330	327	320	328	332	+2%	+1,0%
Exports viande	193	241	239	277	290	+16%	+4,8%
Consommation	7 408	7 412	7 664	7 809	7 853	+2%	+0,6%
nb habitants (M°)	505	507	508	510	512		
Conso/hab. (kgéc)	14,7	14,6	15,1	15,3	15,4	+2%	=

e : estimations

p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, SSP et estimations pour l'Italie

Toutes ces prévisions ont été élaborées en janvier 2017 par le GEB-Département Économie de l'Institut de l'Élevage après concertation avec le Ministère de l'Agriculture.

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2016
Perspectives 2017
n° 475
18 €

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier ovins 2025.

N° 474 - à paraître

La filière viande en Chine.

N° 473 - à paraître

La filière laitière aux États-Unis.

N° 472 - à paraître

Pologne, le jeune bovin conquérant.

N° 471 - Septembre 2016

Où va l'agneau ? Quel produits pour quels marchés ? N° 470 - Juillet-Août 2016

Dossier marché mondial produits laitiers 2015.

Perspectives 2016. N° 469 - Juin 2016

Dossier marché mondial viande bovine 2015. Perspectives 2016. N° 468 - Mai 2016

Dossier annuel Ovins 2015

Perspectives 2016. N° 467 - Avril 2016

Dossier annuel Caprins 2015

Perspectives 2016. N° 466 - Mars 2016

Dossier annuel Bovins lait 2015

Perspectives 2016. N° 465 - Février 2016

Dossier annuel Bovins viande 2015

Perspectives 2016. N° 464 - Janvier 2016

L'Inde, leader émergent sur le marché mondial de la viande bovine.

N° 463 - Décembre 2015

